Actes du colloque théologique organisé par le CNEF à Paris le 5 octobre 2018

Antisémitisme, il est temps de réagir ! Le 5 septembre 1972, des terroristes palestiniens prenaient en otage puis tuaient onze athlètes israéliens aux Jeux olympiques qui se déroulaient à Munich. Étaient-ce les derniers soubresauts d'une haine anti-juive meurtrière ? Hélas, non ! Les quarante-six ans qui nous séparent de ce drame ont été jalonnés de crimes sanglants, de menaces de mort, d'insultes publiques à caractère antisémite, en Europe et particulièrement en France. Plus inquiétant encore, les justifications idéologiques, politiques ou religieuses d'une telle haine refont surface sous couvert d'antisionisme, d'antiracisme, de fascisme et d'islamisme radical.

Les chrétiens, largement coupables d'avoir nourri cette haine dans l'histoire ancienne et longtemps complices de ses conséquences par leur silence dans l'histoire récente, ne peuvent rester indifférents à cette nouvelle montée de l'antisémitisme. D'abord parce que l'impératif biblique de l'amour du prochain les invite à prendre la défense de tous ceux qui sont objet de haine. Ensuite parce que les disciples du Christ ont une dette à l'égard des Israélites exprimée par Jésus en une formule : « Le salut vient des Juifs ».

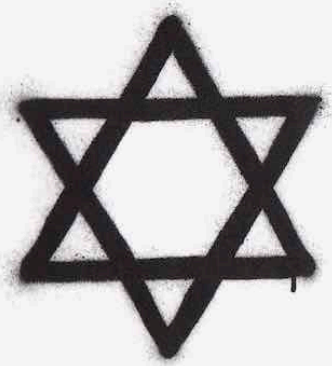
Ont contribué à cet ouvrage : ***Frédéric Baudin, Aliza Bin-Noun, Bernard Bouton, Jacques Buchhold, Gabriel Farhi, Sébastien Fath, Franck La Barbe, Corinne Lepage, Étienne Lhermenault, Michaël de Luca, Jean-Pierre Mahé, Richard Prasquier, Franklin Rausky, Yoav Rossano, Evert Van de Poll, Annette Wieviorka.***

14 €
ISBN 978-2-7550-0408-3
9 782755 004083
www.XL6.com
ÉDITIONS EXCELSIS
CNEF
COLLECTION TERRE NOUVELLE

ANTISÉMITISME

Sous la direction de
Étienne Lhermenault

ANTISÉMITISME



TERRE NOUVELLE

plaires. Malgré d'heureuses exceptions, les responsables évangéliques n'ont, par exemple, guère été plus lucides ou plus courageux que leurs compatriotes pendant la Seconde Guerre mondiale. Jacques Blocher, fin connaisseur de l'histoire des évangéliques en France aux XIXe et XXe siècles, m'a ainsi laissé entendre que la plupart des leaders évangéliques ont soutenu Pétain dans l'instauration d'un régime autoritaire, antisémite et collaborationniste.

Alors pourquoi organiser ce colloque ? Pour mieux identifier et dénoncer ce péché qui gangrène notre société et n'épargne pas nos Églises, mais aussi pour mieux nous en repentir et nous en départir. Comment pourrions-nous en effet prétendre aimer le *Yechoua* des Évangiles et nous mettre à l'écoute des Apôtres du Nouveau Testament en haïssant le peuple dont ils sont issus ?

PRÉFACE

Antisémitisme ancien et nouveau

Poids et contrepoids en France contemporaine

SÉBASTIEN FATH

Groupe Sociétés Religions Laïcités (EPHE-PSL / CNRS)

Introduction

L'antisémitisme désigne au départ un système de pensée hostile, par principe, aux sémites (dont font partie Juifs et Arabes). Mais l'usage veut que l'antisémitisme désigne, en réalité, l'animosité spécifique contre les Juifs en tant que peuple. Il se distingue de l'antijudaïsme, ou judéophobie, qui désigne l'hostilité ciblée à l'égard de la religion juive, et de l'antisionisme, qui désigne l'opposition de principe à l'État d'Israël. Cependant, dans bien des cas, antisémitisme, antijudaïsme et antisionisme se rejoignent. Ils nourrissent des haines qui empoisonnent toujours, aujourd'hui, la société française.

Après les États-Unis et Israël, la France est le pays du monde qui compte la présence juive la plus importante. Tant par la démographie que par l'impact sociétal. Le judaïsme en France constitue, au moins depuis le Moyen-Âge, une des minorités convictionnelles qui a contribué à construire l'identité nationale, articulée entre pluralité et universalisme[1]. Cet apport des

1. Annette WIEVIORKA et Jean-Jacques BECKER, sous dir., *Les Juifs de France*, coll. « Histoire », Paris, Éditions Liana Levi, 1998.

citoyennes et citoyens juifs de France s'est particulièrement signalé – à l'instar de celle des protestants – lors de la mise en place durable de la Troisième République. Françaises et Français de confession ou de culture juive ont embrassé le projet républicain avec ferveur[2]. Ils ont facilité sa réussite[3]. Mais cet itinéraire minoritaire n'a jamais cessé de se heurter à l'antisémitisme. Socialement appuyé par un vieil antisémitisme chrétien (déployé depuis le XIIIe siècle), renforcé par un antisémitisme économique plus récent, le répertoire de la haine antisémite a provoqué violences, débats enflammés, et jusqu'à des dénis des principes républicains. Les poussées antisémites contemporaines en France atteignent leur paroxysme durant l'Affaire Dreyfus[4] puis l'Occupation[5]. En dépit de l'adversité rencontrée, le sillon creusé par les citoyennes et citoyens juifs de France s'est révélé fécond et pérenne. Il s'est construit par un constant travail d'articulation identitaire entre judéité et société française, en s'appuyant sur l'émancipation politique obtenue grâce à la République[6].

Dans les sphères politiques, culturelles, économiques, laïques et religieuses, on ne compte plus les contributions juives à la vitalité de la société française contemporaine. Après la Libération (1944-1945), un heureux point d'équilibre aurait-il été atteint ? Et pourtant. Depuis les décolonisations, la trajectoire juive en France est devenue plus heurtée. Le « creuset français » est à l'épreuve[7]. Une hausse significative de l'antisémitisme, identifiable depuis le cours des années 1980 (I), s'est doublée d'une nette érosion de la présence juive en France. Ce processus de fragilisation obéit à des causalités multiples, alimentées de sources postcoloniales (II). La question est aujourd'hui posée : quelle efficacité à long terme pour les contrepoids puissants et renouvelés (III) qui ont permis aux Juifs, jusqu'à présent, de construire avec confiance leur avenir en ?

2. Michel Winock, *La France et les juifs. De 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004

3. Pierre Birnbaum, *Les fous de la République. Histoire politique des Juifs d'État de Gambetta à Vichy*, Paris, Fayard, 1992.

4. Voir notamment Vincent Duclert, *L'Affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 2006 ; Jean Laloum, *La France antisémite de Darquier de Pellepoix*, Paris, La Découverte, 1980.

5. André Kaspi, *Les Juifs pendant l'Occupation*, Paris, Seuil, 1997.

6. Voir notamment, pour la France post-Affaire Dreyfus, l'étude de Nadia Malinovich, *Heureux comme un juif en France. Intégration, identité, culture, 1900-1932*, Paris, Honoré Champion, 2010.

7. Gérard Noiriel, *Le creuset français. Histoire de l'immigration, 19e-20e siècle*, Paris, Points Seuil, 2016.

I. Retour d'un cauchemar : la hausse de l'antisémitisme depuis 40 ans

On a pu penser que le cauchemar de la Shoah immuniserait désormais l'Europe contre l'irréparable. Erreur. On observe, depuis 40 ans, une tendance factuellement irréfutable à la hausse des manifestations antisémites, y compris à visée meurtrière. Le terrain français en donne une illustration.

1. Les Juifs de France, minorité religieuse de loin la plus attaquée

Depuis la Révolution française, le judaïsme est la minorité religieuse française qui a subi, en continu, le plus de discriminations, d'insultes et d'attaques. Ces atteintes sont allées parfois jusqu'à des persécutions ouvertes à grande échelle, durant la période de Vichy et de l'Occupation (1940-1944). On aurait pu croire que les leçons tirées de l'expérience indicible de la Shoah, marquée par une tentative systématique de « destruction des juifs d'Europe[8] » – six millions de victimes –, fonctionneraient comme un antidote, empêchant désormais toute dérive, tout retour du cauchemar. Avec le recul, c'est le contraire qui s'est passé. Le processus d'élimination progressive de la différence juive en Europe, amorcé au XIXe siècle en Europe de l'Est, s'est en réalité poursuivi en sourdine, et transposé à l'Europe de l'Ouest, en dépit de déclarations d'intention contraires.

8. Voir l'incontournable Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Folio Histoire, 2006 (1re éd. 1961).

C'est la thèse forte du politologue et sociologue Danny Trom. En dépit de la « persévérance du fait juif[9] », la dynamique de survie qui a toujours fonctionné en Europe jusqu'au début du XXIe siècle se trouve aujourd'hui confrontée à une réalité cruelle : la présence juive s'est réduite, sur le Vieux Continent, comme peau de chagrin. La France est le seul pays dans lequel la présence juive restait significative... Or l'hexagone a perdu, en quelques décennies, presque la moitié de ses Juifs. Sans être la seule, la montée des manifestations d'antisémitisme en France en est une cause directe. De toutes les minorités confrontées à des manifestations d'intolérance et des actes délictueux, la population française juive est de loin la plus attaquée au *prorata* de sa population. Au cours des années 1990 et 2000, beaucoup ont contesté la tendance, mêlant volontiers revendication factuelle et idéologie. Un sociologue engagé comme Laurent Mucchielli, par exemple, croit pouvoir affirmer, en 2009, qu'il n'y a pas de hausse réelle de l'antisémitisme, comme si la guerre à Gaza (événement extérieur) pouvait justifier ou exonérer un regain de violences antijuive en France[10] ! Dix ans plus tard, les voix sont bien moins nombreuses à contester l'évidence : oui, l'antisémitisme actif augmente en France, et depuis des années. Plus encore, la tendance tend à s'accentuer.

Le lundi 11 février 2019, le gouvernement français annonçait ainsi une aggravation de 74 % en un an des violences et actes antisémites. Plus d'un acte raciste sur deux recensé, en France, par le Ministère de l'Intérieur, toucherait concitoyennes et concitoyens juifs, alors que le judaïsme rassemble désormais nettement moins de 1 % de la population française. C'est en tout cas ce qu'expose Maxime Vaudano, du site de référence des « Décodeurs » du quotidien *Le Monde*[11]. Il précise même

9. Danny Trom, *Persévérance du fait juif, une théorie politique de la survie*, Paris, Gallimard/Seuil, 2018.

10. Laurent Mucchielli, « Le "retour de l'antisémitisme" : discours rituel au dîner annuel du CRIF », 5 mars 2009, texte intégral en ligne : http://jwainstain.free.fr/Le_pseudo_retour_de_lantisemitisme.pdf.

11. Les données 2018 du Ministère de l'Intérieur citées dans l'article sont : 496 « autres actes racistes », 100 « actes antimusulmans » et 541

que le « décompte (des actes antisémites) connaît de grosses limites méthodologiques et pourrait être sous-estimé[12] ». La même année 2019, le président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), Francis Kalifat[13], lance un Observatoire de la Haine sur Internet, appuyés sur les ressources de l'intelligence artificielle (AI). Les premiers résultats, divulgués le 21 février 2020, apportent, s'il était besoin, des données supplémentaires à l'appui du diagnostic d'aggravation. Les contenus antisémites repérés passent de 17 501 en 2018 à 51 816 en 2019. L'écart s'explique en majeure partie par des différences méthodologiques, mais illustre la gravité d'une situation marquée, en particulier, par le rôle des réseaux sociaux comme incubateurs de la haine : 63 % des contenus antisémites repérés proviennent de Twitter, 17 % de Facebook[14]. « Ce contenu n'est qu'une toute petite partie de la réalité, précise par ailleurs Brice Teinturier. Par définition, on n'a accès qu'aux comptes publics, or c'est probablement sur des comptes privés que l'on trouve les contenus les plus haineux. Ensuite, ces contenus sont censés avoir déjà été modérés. Mais cette "partie émergée de l'iceberg" est celle qui a l'influence la plus forte sur le grand public, tous les internautes pouvant y être confrontés[15]. »

En février 2020, la divulgation par le Ministère de l'Intérieur des derniers chiffres officiels relatifs aux actes antireligieux (sur toute l'année 2019) ne dément pas l'évolution. Aujourd'hui, un lieu de présence juive ou un individu juif aurait environ 46 fois plus de probabilité (45,8 exactement, à partir des données du

« actes antisémites » (Maxime Vaudano, « Actes antisémites et islamophobes : un décompte délicat à établir », *Le Monde*, « Les décodeurs », 12 février 2019, en ligne).

12. Maxime Vaudano, « Actes antisémites et islamophobes », *op. cit.*

13. Francis Kalifat a été élu à la tête du CRIF le 29 mai 2016 (11e président) en remplacement de Roger Cukierman.

14. Cf. le 1er rapport de l'Observatoire de l'antisémitisme en ligne, Paris, CRIF, Game Changers, IPSOS, janvier 2020, p. 16.

15. Brice Teinturier, cité dans Stéphane Kovacs, « Antisémitisme en ligne : 51 816 contenus recueillis en 2019 », *Le Figaro*, 20 février 2020 (en ligne).

tableau ci-dessous) de se faire insulter ou attaquer qu'un lieu de présence/individu chrétien. Et un lieu de présence juive ou un individu juif a environ 40 fois plus de probabilité (40,01) de se faire insulter ou attaquer qu'un lieu de présence/individu musulman.

Ces données, calculées sur la base des chiffres 2019 du Ministère de l'intérieur, ne relèvent pas d'une impression, d'une émotion ou d'un *a priori* idéologique. Elles dessinent une réalité factuelle. Elles sont certes à prendre comme des ordres de grandeur[16]. Suivant la manière dont elles sont construites, une variation marginale peut jouer. Elles cachent aussi des disparités internes. Ainsi, en 2019, les « menaces » antisémites ont augmenté de 50 % par rapport à 2018, mais les atteintes directes aux personnes ont reculé de 44 %[17]. Par ailleurs, il serait utile également de mettre au point ce « taux de risque » *au prorata*, non pas seulement de la population, mais de tous les lieux d'expression identitaire (cimetières, lieux de culte, commerces halal ou casher). Il ne fait pas de doute que le taux changerait légèrement. Mais au vu de l'énorme décalage constaté avec chrétiens et musulmans (de 1 à 46 ou de 1 à 40), cela ne remet pas en cause cette réalité aveuglante : en France, les juifs sont en proportion (population ou lieux) beaucoup plus ciblés par la haine que les musulmans ou les chrétiens[18].

16. Loïc Druenne, « Les actes antireligieux en nette hausse en 2019 », *Le Monde des Religions*, 24 février 2020 (en ligne).

17. Ce qui n'est pas le cas pour les musulmans de France, particulièrement pour les musulmanes portant le foulard, de plus en plus fréquemment prises à partie, suscitant l'inquiétude compréhensible de nombreux représentantes et représentants de l'islam en France.

18. À titre de comparaison, les actes antichrétiens représentent 55 % du total des actes antireligieux. Alors que 95 % des lieux de culte en France sont chrétiens. Les chrétiens sont donc, en comparaison, moins ciblés que les autres religions.

Taux de risque d'atteinte antireligieuse (en °/00)

À partir des chiffres Ministère de l'Intérieur pour l'année 2019

Nombre d'atteintes	Population estimée de chaque confession	Taux de risque
687 atteintes antijuives	0,5 million de juifs	1,3740
154 atteintes antimusulmanes	4,5 millions de musulmans	0,0342
1052 atteintes antichrétiennes	35 millions de chrétiens	0,0300

Suivant ces données, par lieu/individu, les atteintes antijuives auraient une probabilité 46 fois plus élevée que les atteintes antichrétiennes, et 40 fois plus élevée que les atteintes antimusulmanes.

2. De nouvelles stratégies de protection pour les Juifs de France

Quels contrefeux ? En réponse au constat d'une montée objective des actes antisémites, les Françaises et Français de confession juive ont développé, sur le territoire hexagonal, de nouvelles stratégies de protection. Elles relèvent de trois ordres.

On constate en premier lieu l'essor et le *renforcement de structures collectives de défense de l'identité juive* au sein de la société française. La création et la consolidation du CRIF en est le meilleur exemple. Cette structure représentative, soupçonnée par certains de dérive communautariste, fédère une majorité d'associations et institutions liées au judaïsme. Sa création n'est pas liée à la poussée de fièvre antisémite qui marque la France depuis 40 ans. Le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF) date en effet de 1944, à l'heure de la Libération du joug nazi. En revanche, on observe à la fois une montée en puissance et une redéfinition de ses rôles depuis les années 1980, sur une ligne plus affirmée et

pugnace. La mise en place du dîner annuel du CRIF, en 1985, interface avec les plus hautes autorités de la République, en témoigne. Par sa visibilité qui polarise, le CRIF questionne les « contours et limites de la reconnaissance[19] ». Entre stratégie assumée de défense républicaine, et risque potentiel de nourrir une « tentation de l'entre-soi[20] ».

Un second dispositif de protection se repère dans l'expression d'*une nouvelle « fierté juive » revendiquée*. Un *Jewish Pride* s'affiche sur un mode culturel et confessionnel. Comme pour défier celles et ceux qui attendent, des Juifs français, une forme d'invisibilité sociale. Cette revendication ne constitue certes qu'une des « multiples déclinaisons de l'affirmation identitaire » juive[21]. Mais l'ère de l'israélitisme, marqué par l'expression juive d'une surenchère républicaine et laïque – au risque de l'invisibilité de la différence juive –, est terminée. Un espace croissant est donné à une réaffirmation religieuse, confessionnelle, culturelle des spécificités juives, doublée d'un appui explicite à l'État d'Israël, assumant un « retournement du stigmate[22] ». Cette réaffirmation passe par la vitalité de médias confessionnels et « communautaires » comme l'hebdomadaire *Actualité juive*, créé en 1982 par Serge Benattar, par un retour (relatif) à la pratique religieuse chez les moins de 40 ans, et une sur-visibilité revendiquée des diverses sensibilités juives orthodoxes et ultraorthodoxes (*hassidim*), à commencer par les Loubavitchs[23]. Depuis le début du XXIe siècle, ces derniers n'hésitent

19. Régine Azria, « Le judaïsme, contours et limites de la reconnaissance », in Rita Hermon-Belot et Sébastien Fath, sous dir., « La République ne reconnaît aucun culte », numéro anniversaire de la loi de 1905, *Archives des sciences sociales des religions*, n° 129, 2005, p. 135-150.

20. Dominique Schnapper, Chantal Bordes-Benayoun, Freddy Raphaël, *La condition juive en France. La tentation de l'entre-soi*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009.

21. Martine Cohen, « Les juifs de France, modernité et identité », *Vingtième Siècle*, n° 66, 2000, p. 104.

22. Cf. Erving Goffman, *Stigmate, Les usages sociaux du handicap*, Paris, Éd. de Minuit, 1975 (pour la trad. française).

23. Laurence Podselver, *Retour au judaïsme ? Les loubavitch en France*, Paris, Odile Jacob, 2010.

pas à s'afficher dans Paris lors de la fête de *Hanouka*, notamment via de grandes *menorah* (chandeliers à sept branches) montrées dans certaines métropoles de France, notamment à Paris. Le lien entre cet affichage et une « liberté d'expression » à la fois individuelle et collective est explicitement revendiqué : « *Hanouka* célèbre la liberté d'expression, tant au niveau individuel que collectif. Il démontre la supériorité de la lumière sur l'obscurité, du droit sur la force, de l'espoir sur la peur[24] ». Mais on promeut aussi la *techouva*, le retour à la foi des pères[25], non sans s'inscrire dans une action missionnaire à dimension transnationale[26].

Un troisième mode de protection observé depuis près d'un demi-siècle est le *lien resserré avec l'État d'Israël* (reconnu en 1948). La naissance d'Israël comme État pluraliste, démocratique mais aussi foyer national juif, c'est « l'invention d'une nation ». Et un bouleversement considérable pour les Juifs de France, désormais confrontés à l'offre très concrète d'un possible nouveau lieu d'existence, utopie réalisée d'un Israël moderne et libre où les Juifs sont majorité[27]. En 1969, Sylvie Korcaz publiait *Les Juifs de France et l'État d'Israël*[28]. Elle observait alors que la majorité des juifs français ne se définissait pas comme sionistes. Cinquante ans plus tard, la relation du judaïsme français avec Tel Aviv et Jérusalem s'est renforcée. Le curseur a bougé. Une nette majorité juive, en France, s'affirme aujourd'hui comme sioniste. On serait passé, en quelque

24. Article « Hanouccah 5780-2019. Du dimanche soir 22 décembre 2019 au lundi 30 décembre 2019 », en ligne sur : https://www.loubavitch.fr/ (consulté le 20 février 2020).

25. Laurence Podselver, « La *techouva* ou le retour comme repentir », in *Retour au judaïsme ? Les loubavitch en France*, *op. cit.*, p. 98-133.

26. Lucine Endelstein, « Lumières sur la ville. Les fêtes de Hanoucca entre action missionnaire transnationale et appartenance évènementielle », *Mondes juifs en mouvement. Frontières, porosités, circulations*, *Archives de Sciences Sociales des Religions*, n° 177, 2017, p. 51-71.

27. Alain Dieckhoff, *L'invention d'une nation : Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993.

28. Sylvie Korcaz, *Les Juifs de France et l'État d'Israël*, Paris, Denoël, 1969.

sorte, du franco-judaïsme dominant sous la IIIe République, au franco-sionisme (quasi) unanime aujourd'hui. Cette évolution s'explique par la vitalité croissante d'une société israélienne construite pour durer, par la montée des menaces liées aux radicalisations islamistes qui embrasent le Proche Orient à partir des années 1970. Ces offres d'islam politique, parfois euphémisées par des observateurs français[29] très marqués (et parfois dépendants) du paradigme de la « politique arabe de la France[30] », sont systématiquement antisionistes. Parfois très violemment. Elles nourrissent, auprès des Juifs français, un réflexe de solidarité accru avec l'État d'Israël. Elle se comprend enfin par l'intensification, non seulement de l'*Aliyah* depuis la France (immigration en terre d'Israël), mais aussi des liens familiaux et collectifs entre les deux pays. Ce qui nourrit une « construction identitaire au miroir de l'autre[31] ».

29. Quelques mois avant que l'islamisme des GIA n'embrase l'Algérie dans une guerre civile de 10 ans, Olivier Roy publiait *L'échec de l'islam politique*, Paris, Seuil, 1992 ; un an avant les attentats du World Trade Center, Gilles Képel publiait à son tour, *Djihad. L'expansion et le déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000… Une euphémisation manifeste à la lumière des décennies qui ont suivi.

30. Cette politique étrangère, qui prend sa source au Second Empire, s'autoreprésente comme privilégiant des liens d'affinité et de coopération avec des peuples arabes en partie francophones. Au nom, aujourd'hui, d'un héritage colonial partagé, au nom aussi des enjeux démographiques qui se posent pour l'hexagone, marqué depuis les années 1970 par une immigration arabophone qui pèse un poids électoral et symbolique important. Voir notamment Gérald Arboit, *Aux sources de la politique arabe de la France, le Second Empire au Machrek*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; Paul Balta, Cl. Rulleau, *La politique arabe de la France, de De Gaulle à Pompidou*, Paris, Éd. Sindbad, 1973 ; Ahmed Youssef, *L'Orient de Jacques Chirac. La politique arabe de la France*, Paris, Éd. du Rocher, 2003.

31. Raviv Noga, « "Juifs" en France et "Français" en Israël : la construction identitaire au miroir de l'autre », *Interrogations ?*, n° 15, décembre 2012.

3. « La France sans les Juifs » ? Le recul démographique du judaïsme

En dépit des stratégies de protection qui se sont réajustées face aux menaces, la réalité de la présence juive en France s'est trouvée lourdement impactée. Le judaïsme français a connu, en quarante ans, un important recul démographique. Celui-ci est difficile à quantifier précisément, mais en on retrouve des indicateurs au travers de l'ampleur de l'*Alyah* (départ de France et installation juive en Israël), du lent recul des implantations cultuelles, et de la quasi invisibilité actuelle de la composante juive dans les sondages représentatifs (moins de 1 %).

L'historien Marc Knobel[32], en s'appuyant sur les données de l'Agence juive[33], chargée d'encadrer les candidats à l'*Alyah* (Olim), affirme qu'entre 2000 et 2017, 55 049 Juifs de France ont effectué leur *alyah* vers Israël. C'est davantage qu'entre 1970 et 1999 (période pourtant bien plus longue), qui voit 48 097 Juifs partir s'installer en Israël. Cette hausse des départs vers Israël, de plus en plus nette depuis le début des années 2000, se double aussi d'une autre tendance : celle du départ à l'étranger, vers d'autres destinations, notamment les États-Unis. « Personne ne dispose de chiffres précis pour ce qui est des départs de Juifs de France vers le Royaume-Uni, les États-Unis ou le Canada, parce que (bien évidemment) ils ne sont pas comptés. Cependant, les indicateurs là aussi sont forts », souligne Marc Knobel, cité dans un article de « Check News » du journal Libération[34]. Les appels explicites opérés depuis Israël jouent certes leur rôle, bien montré dans l'enquête collective *OPA sur les Juifs de France*[35]. Les perspectives démo-

32. Marc Knobel est notamment auteur de *Haines et violences antisémites. Une rétrospective, 2000-2013*, Paris, Berg International, 2013.

33. Créée en 1929, l'Agence juive est aujourd'hui un organisme parapublic, partiellement lié au gouvernement israélien.

34. Emma Douada, « Y a-t-il 60 000 Français juifs qui ont déménagé pour cause d'antisémitisme ? D'où sort ce chiffre ? », *Libération*, 27 avril 2018.

35. Cécilia Gabizon, Johan Weisz, *OPA sur les Juifs de France, Enquête sur un exode programmé, 2000-2005*, Paris, Grasset, 2006. Cet ouvrage

graphiques de l'État israélien invitent à renforcer la majorité juive israélienne par un apport étranger… Et en dehors d'Israël, la France constitue le second plus grand foyer de présence juive au monde après les États-Unis ! Le contexte général du « retour des identités » en ultramodernité[36], qui marque tous les groupes sociaux et le judaïsme en particulier, joue aussi son rôle dans la réévaluation d'Israël et de l'*Alyah*[37]. D'où diverses opérations de séduction menées depuis Jérusalem et Tel Aviv, appelant les Juifs de France à s'établir en Israël, présentée comme la terre ultime où l'identité juive peut déployer tout son potentiel.

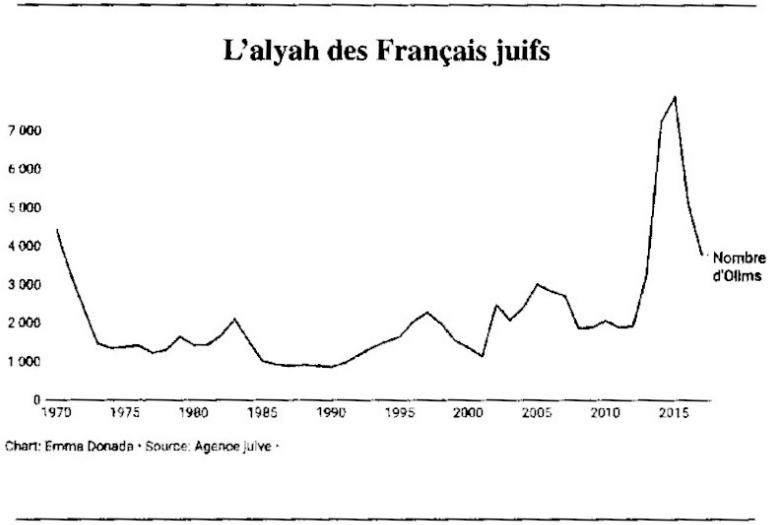
Mais sans une détérioration de la sécurité quotidienne en France, la portée des appels israéliens reste limitée. C'est une tout autre affaire, depuis le début des années 1990-2000, avec la montée des faits antisémites. La « tentation antisémite[38] » est de plus en plus suivie de passages à l'acte en France. Et c'est désormais avec une oreille très attentive que les Juifs de France accueillent les appels à l'*Alyah*.

étudie l'opération coordonnée depuis Israël visant à faire augmenter drastiquement le flux d'immigration juive de France vers Israël, à partir de 2004, partant d'un double constat : les besoins démographiques israéliens, et la détérioration sécuritaire des juifs de France. La réactivation de l'Agence Juive a participé de ce processus, relayé par médias, agences, réseaux.

36. Lire à ce sujet les analyses brillantes du sociologue Jean-Paul Willaime : « l'affirmation des différences confessionnelles [...] tend à reprendre de la légitimité culturelle en ultramodernité », dans la mesure où ce retour des différences ne se fait plus sur le mode de la concurrence exclusive, mais sur celui de « leur coexistence pacifiée » (Jean-Paul Willaime, « L'ultramodernité sonne-t-elle la fin de l'œcuménisme ? », *Recherches de Science Religieuse*, avril-juin 2001, tome 89/2, p. 204). Il observe aussi que « face à la macdonaldisation culturelle, il est devenu chic d'incarner sa différence alors qu'elle tendait à être taxée de "retard culturel" dans une période de modernité triomphante ».

37. À noter qu'il peut s'agir aussi d'un *Alyah* intérieur : renforcement identitaire et regroupement communautaire, en France.

38. *Michel* Wieviorka, *La tentation antisémite : haine des juifs dans la France d'aujourd'hui*, coll. « Pluriel : actuel », Paris, Hachette littératures, 2006.



Plusieurs enquêtes urbaines illustrent par ailleurs, sur le terrain, l'hémorragie de la présence juive. C'est notamment le cas en Seine-Saint-Denis, où des centaines de familles ont progressivement quitté, depuis le début des années 2000, des municipalités comme Pierrefitte-sur-Seine, La Courneuve, Aubervilliers, Stains, Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil. « En raison de l'insécurité, dans des endroits comme La Courneuve où il y avait 600 à 700 familles juives, il y en a maintenant moins de 100. Et, à Saint-Denis même, là où il y avait 500 familles juives, ils ont de la difficulté à réunir un *minyan*[39] pour Kippour », pointe Ghozlan, ancien commissaire de police et président du Conseil des communautés juives de Seine-Saint-Denis[40]. La tendance générale est la suivante : la présence juive tend à s'estomper dans la plupart des quartiers multiculturels où elle était bien présente jusqu'au siècle dernier, au profit de relocalisation, soit à l'étranger, soit dans des quartiers plus homogènes sur le plan

39. Ce terme hébreu désigne le quorum nécessaire à la récitation communautaire des prières à l'occasion d'une fête ou d'une cérémonie juive. Il est fixé à dix adultes, de sexe masculin (traditionnellement) ou des deux sexes (au sein de certains courants du judaïsme, depuis le milieu du XXe siècle).

40. Cité par Bernard Édinger, « La mobilité géographique des juifs de France », *Jerusalem Post*, 5 janvier 2016 (en ligne).

communautaire, réputés offrir une meilleure protection. La même observation peut être faite au plan scolaire. Ainsi, 400 élèves fréquentaient les établissements privés juifs en France en 1945, plus de 32 000 le font en 2014 : le départ des écoles publiques vers l'école privée juive n'est pas lié au hasard, ni à la seule réaffirmation identitaire juive[41]. Elle tient aussi à des raisons de sécurité. Inscrire son enfant dans une école confessionnelle juive, c'est réduire le risque d'insultes, de mise à l'écart, d'agression.

À Marseille, ville de France après Paris où la présence juive est la plus importante, le constat est également au repli. La journaliste et chroniqueuse Eugénie Bastié, parodiant le titre de la série télévisée « Plus belle la vie », s'alarme ainsi en 2016 : « L'agression antisémite contre un enseignant, il y a dix jours, a provoqué un nouveau choc parmi les 70 000 juifs de la ville, qui vivent de plus en plus repliés sur eux-mêmes. Beaucoup ne portent plus la kippa dans la rue depuis longtemps. Le symbole d'une Cité phocéenne creuset du mélange paisible des communautés a vécu », affirme-t-elle[42]. Désormais, non sans accents un peu provocateurs, elle affirme « être Juif à Marseille : moins belle la vie ». C'est la multiplication de ces constats qui a notamment conduit le sociologue Danny Trom à défendre de manière très étayée la thèse controversée de « la France sans les Juifs », après le diagnostic d'une érosion continue de la présence juive dans le tissu urbain et social de la France d'aujourd'hui[43].

Il est quantitativement difficile d'étayer entièrement ce constat d'érosion linéaire, en l'absence de données de recensement qui différencient l'origine culturelle/religieuse des citoyennes et

41. Martine Cohen, « De l'école juive... aux écoles juives. Première approche sociologique », in Bruno Poucet, *L'État et l'enseignement privé. L'application de la loi Debré (1959)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 237-261.

42. Eugénie Bastié, « Être Juif à Marseille : moins belle la vie », 20 avril 2016, *Le Figaro* (en ligne).

43. Danny Trom, *La France sans les Juifs. Émancipation, extermination, expulsion*, série « Émancipations », Paris, Presses Universitaires de France/ Humensis, 2019.

citoyens. Mais il est possible de le recouper en partie via certaines enquêtes représentatives comme l'enquête ISSP[44]. Selon les dernières données 2018, à la question : « Lorsque vous étiez enfant, quelle était la religion de votre mère et de votre père ? », la réponse « Juive » est donnée dans 0,7 % des cas, contre 1 % en 2008 et 1998. Un recul de 0,3 point, alors que pour la même période (2009-2018), la réponse « Protestantisme » progresse de 1,4 points (de 3 % à 4,3 %), et celle de « Musulmane » de 3,5 points (de 1 à 4,5 %). À l'inverse d'autres minorités convictionnelles, la présence juive s'amenuise en France, sur fond d'un antisémitisme dont les sources se sont renouvelées.

II. Anatomie du malaise : « panique identitaire » et mutations de l'antisémitisme

À quelles sources s'alimente l'antisémitisme croissant dont sont victimes aujourd'hui les citoyennes et citoyens juifs de France ? Trois foyers distincts distillent leur venin, entre « panique identitaire » en quête de coupable, ancien et nouvel antisémitisme.

1. « Panique identitaire » et recherche de boucs émissaires

Un premier facteur d'aggravation tient dans la crise du modèle français, génératrice de peurs multiples. On ne compte plus, depuis quarante ans, les ouvrages « déclinistes », de droite[45] (souvent) et de gauche[46] (parfois) déplorant l'effritement de ce qui a fait la force de la France : son économie, sa méritocratie scolaire, sa culture, son influence politique. Ces essais ne partent pas de rien. Ils s'appuient sur certaines réalités – dont on ne détaillera pas ici les contours – qui illustrent un lent déclas-

44. Pierre Bréchon, « ISSP France, Résultats – France 2018. La religion », analyses statistiques et commentaires rédigés par P. Bréchon (PDF), CNRS, 2018, synthèse de 24 pages.

45. Par exemple Nicolas Baverez, auteur notamment de *La France qui tombe*, Paris, Perrin, 2003, ou plus récemment Éric Zemmour, *Le suicide français*, Paris, Albin Michel, 2014.

46. Voir la synthèse puissante de Michel Onfray, *Décadence* (qui dépasse le cas français), Paris, Flammarion, 2017.

sement. La France jacobine, agricole, catholique et industrielle du Général de Gaulle a vécu. Depuis les années 1980, les effets conjugués d'une pluralisation culturelle, religieuse et sociétale interne, et d'une mondialisation accentuée, font bouger les repères. De nouveaux modèles possibles émergent. Ce qui crée de l'inquiétude du côté de celles et ceux qui, jusqu'alors, apparaissaient comme les bénéficiaires du *statu quo*. La multiplication d'attaques terroristes en Europe et en France (attentats de Madrid en 2004, de Londres en 2005, massacres de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher, puis du Bataclan en 2015...) a également nourri un « effet de panique engendré par l'importation en Occident de violences liées au religieux »[47]. Pour y voir plus clair, l'essayiste et historienne Laurence de Cock a forgé, avec d'autres, la notion de « panique identitaire[48] ». Cette formule peut être utilisée pour des usages militants et idéologiques. Mais elle est également descriptive et analytique, et c'est ainsi que nous l'utilisons. Cette formule pertinente rend compte d'une coagulation de peurs, renforcées par les effets de simplification et d'amplification des réseaux sociaux sur internet. Face à un événement ou une situation jugés destructeur de l'équilibre social considéré comme légitime, républicain et français, la peur sociale déploie un récit « amplifié, viral et volatile » qui vise à dénoncer l'élément perturbateur au nom de la défense d'une identité jugée menacée.

La « panique identitaire » tend à désigner un ennemi, un bouc émissaire[49], qui peut être musulman, protestant évangélique, immigré, ou juif. Les Juifs ne sont donc pas les seuls destinataires de ces mises en demeure. Mais ils font partie du répertoire des cibles. La crise identitaire traversée par la France depuis 40 ans – marquée notamment par l'émergence d'une extrême droite et d'une extrême gauche renforcées – a contribué à la

47. Philippe Portier, *L'État et les religions en France, Une sociologie historique de la laïcité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016, p. 255.

48. Laurence de Cock et Régis Meyran, sous dir., *Paniques identitaires*, Paris, Le Croquant, 2017.

49. René Girard, *Le Bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982.

hausse des atteintes antisémites. Elles viennent notamment de la droite nationaliste extrême (ce qui n'est pas une nouveauté), mais aussi, et de plus en plus fréquemment, de la gauche autoreprésentée comme radicale. À plusieurs reprises, le président Macron lui-même, ou son gouvernement, ont ainsi été l'objet, depuis 2017, d'attaques associant caricature juive et condamnation de la finance mondialisée. Issue de l'aile identitaire du parti Les Républicains, une caricature d'Emmanuel Macron est ainsi brièvement diffusée sur le compte Twitter officiel du parti le 10 mars 2017. Œil tombant, nez crochu... elle reprend presque tous les codes des dessins antisémites des années 30 – qui s'en prenaient déjà à la Banque Rotschild, pour laquelle Emmanuel Macron a travaillé. Devant l'émoi provoqué, elle est retirée du Net, après des excuses embarrassées[50].

Un angle d'attaque similaire a également été choisi par Jean-Luc Mélenchon, président de la France Insoumise[51]. À l'automne 2019, il participe à la manifestation contre l'islamophobie du 10 novembre 2019 à Paris, organisée principalement par le CCIF[52] et ses alliés[53]. Il qualifie l'événement de « magnifique journée d'unité républicaine ». En réalité, sous couvert de dénoncer l'islamophobie qui, comme tous les discours de haine, doit être réprouvée, il s'agit d'une démonstration de force, soutenue principalement par des tenants de l'islam politique et de la gauche radicale. De nombreux marqueurs d'intolérance s'y expriment : on passera sur les exclamations « Allah Akbar »,

50. Charlotte Belaich, « Caricature antisémite de Macron : la défense des Républicains tient-elle ? », *Libération*, 11 mars 2017 (en ligne).

51. Parti politique français fondé le 10 février 2016 sur une ligne populiste souvent qualifiée d'extrême gauche, non sans convergences conservatrices (politique économique, discours antisystème, etc.) avec le Rassemblement National, parti/miroir d'extrême droite conduit depuis 2011 par Marine Le Pen.

52. Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a été créé en 2003. Il est conduit depuis septembre 2015 par Marwan Muhammad.

53. À gauche, le Parti Socialiste a refusé de s'associer, ainsi que certains responsables de La France Insoumise, comme le philosophe Benoît Schneckenburger, qui s'en expliqua par avance dans une tribune publiée sur son blog le 8 novembre 2019.

qui peuvent être expliquées, justifiées (éventuellement) et contextualisées. En revanche, le détournement de l'étoile jaune (obligatoirement portée par les Juifs sous l'occupation), les slogans comme « Le fascisme est de retour : hier c'était les juifs, aujourd'hui les musulmans » (brandi sur une pancarte) se rapprochent des registres du nouvel antisémitisme. Comment oser mettre sur le même plan les lois antisémites prises sous l'Occupation, la Shoah et la condition des musulmans de France en 2019[54] ?

Partisan d'une approche très conservatrice – étiquetée de gauche – du modèle étatique français, Jean-Luc Mélenchon a pris la lourde responsabilité d'apporter la caution de son prestige d'ancien candidat aux élections présidentielles (arrivé en quatrième position au premier tour du scrutin de 2017) à des dérives rhétoriques et sémantiques. Réagissant à la défaite des travaillistes de Jeremy Corbyn au Royaume-Uni en décembre 2019, le chef de la France Insoumise écrivait ainsi sur son blog : « Corbyn a dû subir sans secours la grossière accusation d'antisémitisme à travers le grand rabbin d'Angleterre et les divers réseaux d'influence du Likoud (parti d'extrême droite de Netanyahou en Israël[55]). Au lieu de riposter, il a passé son temps à s'excuser et à donner des gages. Dans les deux cas il a affiché une faiblesse qui a inquiété les secteurs populaires [...]. Retraite à point, Europe allemande et néolibérale, capitalisme vert, génuflexion devant les ukases arrogants des communautaristes du CRIF : c'est non. Et non c'est non[56]. » Dans ce schème de pensée antisémite, le camp du progrès social serait ainsi mis à mal par... un entrelacs d'influences juives (le grand rabbin d'Angleterre, « divers réseaux », le Likoud, le CRIF), dans la plus pure tradition des chasses aux sorcières qui, jusqu'au XXe siècle, ont parfois fini par justifier les pogroms : le Juif, cible de la « panique identitaire » et bouc émissaire[57].

54. On décrit comme le « Point Godwin » (inspiré de la Loi de Godwin, édictée en 1990 par Mike Godwin) l'instant où dans une conversation échauffée, l'un des interlocuteurs n'a plus d'autre argument, pour essayer d'impressionner son contradicteur, que de se référer au nazisme. Le renvoi au nazisme/fascisme devient un symptôme de sa pauvreté d'argumentation. Edwy Plenel a lui-même atteint un Point Godwin dans *Pour les musulmans*, un livre non sans mérite, mais qui cède à la facilité des comparaisons abusives et anachroniques entre la condition des Juifs, au temps des discriminations d'État, et la condition des musulmans de France aujourd'hui (Edwy Plenel, *Pour les musulmans*, Paris, La découverte, 2016).

55. Jean-Luc Mélenchon se méprend sur le Likoud. Il existe des partis d'extrême droite en Israël. Le Likoud n'en est pas un. Il s'agit d'un parti de droite, équivalent du parti Les Républicains (LR) en France.

2. Perdurance du vieil antisémitisme identitaire

Le réflexe archaïque de recherche du bouc émissaire peut viser toutes sortes de minorités. S'y ajoute un antisémitisme identitaire, nourri d'une longue tradition mêlant nationalisme et référentiel chrétien, qui, lui, est spécifiquement ciblé contre les Juifs. L'identité juive, affublée de stéréotypes récurrents, apparaît comme une menace spécifique et particulière pour la cohésion nationale. Elle est attaquée en tant que telle. Pierre-André Taguieff[58] parlera plutôt, quant à lui, de « judéophobie », histoire de souligner que le « sémite » du mot « antisémite » n'est pas l'Arabe, mais le Juif. C'est le judaïsme et le peuple juif qui sont visés, pour des raisons xénophobes, culturelles et religieuses. Cet antisémitisme a pour matrice un catholicisme médiéval qui a fait du peuple juif le « peuple déicide », voué de ce fait à la méfiance et au mépris. Très abondamment étudié[59], il s'est mêlé à des ingrédients nationalistes[60] qui trouvent une

56. Jean-Luc Mélenchon, « Corbyn, la synthèse mène au désastre », 13 décembre 2019, publié sur le blog du politicien (https://melenchon.fr/).

57. Yves Chevalier, *L'Antisémitisme. Le Juif comme bouc émissaire*, Paris, Cerf, 1998.

58. Pierre-André Taguieff, *La judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008.

59. Voir entre autres Jacob Katz, *Exclusion et tolérance. Chrétiens et Juifs du Moyen Âge à l'ère des Lumières*, Paris, Lieu commun, 1987 ; Jean-François Faü, *L'Image des Juifs dans l'art chrétien médiéval*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005 ; Jules Isaac, *Genèse de l'antisémitisme*, coll. « Agora », Paris, Plon, 1985 ; et bien entendu, la grande synthèse de Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, coll. « Points », Paris, Seuil, 1991.

60. Ralph Schor, *L'antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Éd. Complexe/Poche, 2005.

de leurs synthèses abouties dans l'idéologie vichyste[61] : racines chrétiennes (catholiques) et mythe national sont érigés en forteresse assiégée. La menace ? Un soi-disant lobby juif supposé tentaculaire, qu'il s'agit de combattre et de dénoncer. Au prix d'un antisémitisme d'État qui s'est en particulier traduit par la déportation (en zone occupée et en zone « libre ») de 75 000 Juifs entre mars 1942 et juillet 1944[62]. Il a aussi entraîné, en Algérie, l'abrogation du Décret Crémieux, effaçant d'un trait de plume 70 ans de citoyenneté française expérimentée par les Juifs d'Algérie[63].

Après la Seconde Guerre mondiale, les acteurs et réseaux de cet antisémitisme identitaire ont appris à se faire discrets, à mesure que la pression sociale et la législation tendent à criminaliser ces « discours de haine » antisémites. Le choc indicible de la Shoah a rendu socialement intolérable l'expression publique de cet antisémitisme[64]. Il n'a pas pour autant disparu, bien que sa part dans les expressions antisémites, depuis les années 1980, tend à se réduire. Il fait toujours partie des répertoires identitaires d'exclusion, explicites ou implicites… Comme lorsque Julien Odoul, élu du Rassemblement National, affirme sur Twitter en 2017 : « Le baptême n'est pas seulement un acte d'intégration à la communauté des chrétiens mais un rituel d'appartenance à la communauté nationale. » Des propos qui excluent les non-baptisés, les membres d'autres religions, et rappellent (en particulier) aux Juifs des temps où il leur fallait

61. Voir notamment Laurent Joly, *L'État contre les Juifs, Vichy, les nazis et la persécution antisémite (1900-1944)*, Paris, Grasset, 2018.

62. Voir notamment Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, Paris, Fayard, 2001 (4 volumes).

63. « In 1940, Algerian Jews experienced the deepest rupture of their relationship with France caused by the Vichy government's abrogation of the Crémieux Decree and the elimination of their identities as French citizens » (Sophie B. Roberts, *Citizenship and Antisemitism in French Colonial Algeria, 1870-1962*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 354).

64. « Pendant cinquante ans, les Juifs d'Occident ont été protégés par le bouclier du nazisme. Hitler, en effet, avait, comme l'a écrit Bernanos, déshonoré l'antisémitisme » (Alain Finkielkraut, *Au nom de l'Autre*, Paris, Gallimard, 2003, p. 1).

se procurer un certificat de baptême pour avoir la vie sauve[65]… Lors du plus fort des manifestations de protestation des Gilets Jaunes contre la vie chère (2018-2019), de nombreux dérapages antisémites ont ainsi été constatés[66]. Le philosophe et académicien Alan Finkielkraut est ainsi vivement pris à partie par des Gilets jaunes qui lui lancent, en pleine rue, le samedi 16 février 2019 à Paris : « Barre-toi sale sioniste de merde ! », « T'es un raciste, casse-toi ! », « T'es un haineux et tu vas mourir », « Le peuple va te punir », « Rentre chez toi en Israël », « La France est à nous ». Les vidéos permettent d'identifier certains auteurs, dont un islamiste connu des services de renseignement depuis 2014[67]. Interrogé, le philosophe fait observer :

> Il ne faut pas tout confondre. Nous ne vivons pas le retour des années 30. C'est à un nouveau type d'antisémitisme que nous devons faire face. Ce sont des gens qui ont crié « Palestine », qui m'ont traité de sioniste. Il y en a un avec une légère barbe qui me dit « Dieu va te punir » : ça n'est pas tout à fait le langage de l'extrême droite, c'est même la rhétorique islamiste[68].

Dans cette nébuleuse où cohabitent les radicalités contestataires, plusieurs puisent dans le répertoire traditionnel du « lobby juif » anti-français, suivant un discours de haine dont 130 ans avant, Édouard Drumont, dans *La France Juive*, s'était fait le propagandiste à succès[69]. Les réseaux sociaux sur Internet favorisent par ailleurs l'expressivité de subcultures de contes-

65. Julien Odoul, Twitter, 16 août 2017 (retwitté 179 fois à dater du 20 août 2020).

66. Aline Leclerc, « Antisémitisme : les gilets jaunes face à leur responsabilité », *Le Monde*, 18 février 2019 (en ligne).

67. C.P., J.M.D., « Finkielkraut : enquête ouverte, un suspect identifié », *Le Parisien*, 17 février 2019 (en ligne).

68. Alain Finkielkraut, interrogé dans Stéphane Kovacs, « Alain Finkielkraut injurié : une enquête ouverte, un suspect identifié », *Le Figaro*, 17 février 2019 (en ligne).

69. Édouard Drumont, *La France juive*, Paris, Flammarion, 1886. L'ouvrage, immense succès de librairie, connaîtra, jusqu'en 1914, pas moins de 200 rééditions.

tation frontale, dont certains, comme l'humoriste Dieudonné et l'idéologue Alain Soral (*Égalité et réconciliation*), profitent pour diffuser des contenus régulièrement ciblés pour leur charge antisémite[70]. Sous les traits outranciers d'une menace mondialisée, protéiforme et matérialiste, le Juif, volontiers ramené, sur un mode de dérision sarcastique, à la Shoah, est l'ennemi par excellence. Cet antisémitisme identitaire, à l'enracinement séculaire, a la vie dure.

3. Métamorphoses de la haine : le nouvel antisémitisme islamogauchiste

Sur cet antisémitisme traditionnel s'est progressivement greffé, depuis la fin des années 1960, un nouvel antisémitisme. Ce que Roger-Paul Droit, en recensant Pierre-André Taguieff, appelle « les métamorphoses de la haine[71] ». En quoi consiste-t-il ?

Certains proposent une définition uniquement centrée sur son nouveau foyer émetteur : l'islam politique. Mais sa réalité paraît plus large. Trois éléments de définition entrent dans la composition de ce poison. Ils sont tous les trois partagés par des acteurs qui se revendiquent soit de l'islam politique, soit de la gauche radicale, soit des deux à la fois. Les voici :

Les trois piliers du nouvel antisémitisme (synthèse islamogauchiste)

- la conviction que les juifs seraient les principaux acteurs d'un capitalisme financier prédateur et coupé du peuple (*anticapitalisme dévoyé*) ;
- la haine de l'État d'Israël et d'un peuple juif voleur de terre, et la sacralisation du peuple palestinien comme victime perpétuelle (*antisionisme dévoyé*) ;
- la détestation d'un « Occident » conquérant supposé sous la coupe des Juifs, vus comme un peuple arrogant, lobbyiste, à la mentalité de colon (*anticolonialisme dévoyé*).

---

70. Le 2 octobre 2019, Alain Soral a par exemple été condamné à de la prison ferme pour avoir qualifié le Panthéon de « déchetterie casher » dans une vidéo diffusée sur internet.

71. Roger-Paul Droit, « Les métamorphoses de la haine », *Le Monde*, 28 août 2008 (en ligne).

Cet antisémitisme fait du neuf avec l'ancien. Il recycle des éléments idéologiques déjà présents de longue date pour imposer une version XXIe siècle, mondialisée, postnazie, antisioniste et ultra-simpliste, du bouc émissaire juif. Ce nouvel antisémitisme combine les matériaux antisémites qui circulent dans les sphères de l'islam politique (ce qui ne veut pas dire que tous les partisans de l'islam politique soient antisémites), et d'autres éléments – antisémitisme économique – qui surnagent dans la rhétorique usée de la gauche radicale[72] (ce qui ne veut pas dire que tous les militants de la gauche radicale soient antisémites). Pour ses promoteurs, l'influence juive est la cible d'une diabolisation volontiers complotiste.

Cette synthèse islamo-gauchiste commence à attirer l'attention dès les années 1980, par la plume du politologue et sociologue Pierre-André Taguieff. Il publie un article pionnier et très documenté dès 1989 dans la revue *Les Temps Modernes*[73]. Mais c'est à partir du début des années 2000, avec la montée en puissance, sur la scène géopolitique, d'un islam politique conquérant[74], que les premiers ouvrages de synthèse paraissent sur la question[75]. Pierre-André Taguieff, encore lui, publie de son côté

72. Pour une mise en perspective sur l'antisémitisme de gauche, lire Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche : histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2011

73. Pierre-André Taguieff, « La nouvelle judéophobie. Antisionisme, antiracisme, anti-impérialisme », *Les Temps Modernes*, n° 520, novembre 1989, p. 1-80.

74. Les attentats du 11 septembre 2001 contre le Pentagone et le World Trade Center, aux États-Unis, orchestrés par des radicaux wahhabites saoudiens très idéologisés, mus par la haine de « l'Occident », ouvrent à cet égard comme une nouvelle séquence géopolitique.

75. Jean-Pierre Allali, *Les habits neufs de l'antisémitisme : anatomie d'une angoisse*, Paris, Desclée de Brouwer, 2002, puis (sur une ligne plus

trois ouvrages de référence sur le sujet[76]. Très étayés, ils attirent l'attention sur le lien entre montée des déprédations et atteintes antijuives en France, et une « seconde vague antisémite » qui recycle les arguments traditionnels de l'antisémitisme identitaire avec antisionisme et islam politique.

Ce « nouvel antisémitisme » (ou « nouvelle judéophobie ») a d'abord été contesté en tant qu'objet idéologique réellement repérable. Circulez, il n'y a rien à voir ! Au nom de la liberté d'expression et du droit à condamner les excès occasionnels ou systémiques de la politique israélienne dans les territoires palestiniens occupés, le « nouvel antisémitisme » a été rejeté comme catégorie invalide. Le poids géopolitique des relations avec le monde arabo-musulman[77], la naïveté et l'ignorance, et l'impact migratoire en France de millions de francophones issus d'une matrice musulmane, jouent ici leur rôle. Les logiques d'intérêt entrent en compte aussi dans les options prises. Pour vendre un média ou obtenir des voix sur le grand marché des « minorités », il est plus rentable de flatter le groupe le plus nombreux... Sans compter des relents de culpabilité postcoloniale qui tendent à ériger l'ancien colonisé (souvent arabo-musulman) en Victime. Quitte à casser le thermomètre quand la température des haines antijuives et antisionistes fait monter le mercure. La réalité a cependant pris le dessus, au fil du constat répété d'atteintes antisémites renouvelées. Dès 2004, Benoît Rayski relatait par exemple, dans une enquête fouillée sur Créteil, « l'amputation douloureuse » subie par les citoyennes et citoyens juifs de la ville, de plus en plus ramenés exclusivement à leur identité juive par des

critique) Guillaume Weill-Raynal, *Une Haine imaginaire ? Contre-enquête sur le « nouvel antisémitisme »*, Paris, Armand Colin 2005.

76. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, « Essai », Paris, Mille et une nuits, 2002 ; Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire*, « Essai », Paris, Mille et une nuits, 2004 ; et Pierre-André Taguieff, *La judéophobie des modernes*, *op. cit.*, 2008.

77. Pierre Vermeren, *Déni français. Notre histoire secrète des liaisons franco-arabes*, Paris, Albin Michel, 2019.

discours de haine croisant islam politique et gauchisme[78]. En janvier 2006, l'affaire Ilan Halimi[79] secoue le pays : le jeune homme est enlevé par un gang conduit par Youssouf Fofana, puis torturé et tué parce que soupçonné d'être riche en tant que Juif. Un simple fait divers tragique, un de plus ?

Quatorze ans plus tard, en 2020, la notion de « nouvel antisémitisme » ou d'« islamogauchisme » est devenue de plus en plus admise, bien que toujours combattue, contre toute évidence, par certains[80]. À force d'études et d'enquêtes, certaines alarmistes et à charge[81], d'autres plus descriptives et approfondies[82], on s'est aperçu qu'en effet, il faut compter, dans la société française, avec un répertoire de haine judéophobe qui

78. Benoît Rayski, *Jours tranquilles à Créteil. Voyage au bout d'une haine ordinaire*, Paris, Ramsay, 2004.

79. Gilles Antonowicz, *L'Affaire Halimi. Du crime crapuleux au meurtre antisémite. Histoire d'une dérive*, Paris, Nicolas Eybalin, 2014.

80. Le politologue Pascal Boniface, par exemple, défend une méthodologie passablement hémiplégique de la géopolitique. D'un côté, le fondateur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) développe des trésors d'énergie intellectuelle pour cibler régulièrement Israël. De l'autre, une paralysie partielle de l'analyse dès qu'il s'agit de prendre la mesure des manifestations antisémites, ou de pointer l'influence délétère des pétromonarchies wahhabites, richissimes promotrices planétaires d'une intolérance religieuse meurtrière, aux effets systémiques (notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est). Ce même Pascal Boniface, qui se plaint régulièrement d'un « chantage à l'antisémitisme », joue volontiers, par ailleurs, les arbitres autoproclamés, distributeur de bons et mauvais points, publiant successivement *Les Intellectuels faussaires. Le triomphe médiatique des experts en mensonge*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch Éditeur, 2011 ; *Les Intellectuels intègres*, Paris, Gawsewitch Éditeur, 2013 ; *Les Pompiers pyromanes : ces experts qui alimentent l'antisémitisme et l'islamophobie*, Paris, Max Milo éditions, 2015.

81. Cf. Georges Bensoussan, sous dir., *Les Territoires perdus de la République, antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire*, Paris, Mille et une Nuits, 2002. Cette enquête collective jette un pavé dans la mare en pointant du doigt une jeunesse maghrébine de banlieue séduite par un nouvel antisémitisme.

82. Voir certains éléments d'analyse et d'enquête de Gilles Kepel, *Quatre-Vingt-Treize*, Paris, Gallimard, 2012.

ne renvoie plus forcément seulement à Pétain, Laval, Drumont, ou même aux expressions plus récentes des populismes nationalistes, mais à d'autres sources, à la croisée de l'islam politique et de la gauche radicale. Ce registre discursif ne cesse de pivoter autour de la critique unilatérale d'Israël, assurant l'exportation mondialisée de la « souffrance palestinienne », certes très réelle, en attente de solutions politiques, mais instrumentalisée grossièrement. Le procédé est le suivant : on abdique toute approche équilibrée des causes profondes du marasme palestinien, qui passe par la mise en lumière des responsabilités de la politique de passage en force de Netanyahou[83], mais aussi celles d'une génération de politiciens palestiniens népotistes et ultra-corrompus[84], pour la plupart ralliés depuis les années 1990 à l'islam radical. Et on répète sur tous les tons, au prix d'une indignation sélective devenue banale[85], que « les sionistes » seraient la cause unique des problèmes. Ce répertoire de haine se nourrit aussi d'une critique anticapitaliste et anticoloniale à gros traits, empruntée à un gauchisme en mal de nouveaux publics. En d'autres termes, islamisme et gauchisme sont les matrices directes de ce nouvel antisémitisme français aux effets quotidiens dans la rue, sur les réseaux sociaux, et dans les représentations.

83. Benyamin Netanyahou, figure de la droite dure israélienne (Likoud), a été premier ministre d'Israël de 1996 à 1999, puis depuis 2009. Artisan d'une politique brutale, entachée de nombreux soupçons de corruption, il a contribué à cliver les relations avec les autorités palestiniennes.

84. Lire par exemple, Rassem Al-Madhoun, « Palestine. Corruption à tous les étages », *Courrier International*, 12 septembre 2011 (en ligne), ou Georges Malbrunot, « Les mécanismes de la corruption palestinienne », 7 février 2006 (en ligne). Voir aussi les révélations de Suheib Yousef, fils du fondateur du Hamas, « Son of Hamas leader calls the militant movement a "racist terror organization" », *Washington Post*, 4 juillet 2019 (en ligne).

85. Quand un Palestinien poignarde à mort un rabbin (comme cela s'est produit pour Shaï Olahon, tué à la sortie du bus le 26 août 2020 à Petah Tikva ; il était père de 4 enfants), silence radio dans leurs rangs. En revanche, lorsque Tsahal démolit la maison d'un terroriste, l'indignation se déploie sur Twitter.

Trois éléments expliquent l'essor de ce nouvel antisémitisme. Le premier est l'impact des conflits israélo-arabes, à partir de 1948, et la politique de victimisation systématique adoptée par des dirigeants palestiniens corrompus et opportunistes. Le second est l'instrumentalisation de l'immigration nord-africaine et musulmane en France par des entrepreneurs de haine, jouant sur la superposition entre la figure du Colonisateur et la figure du Juif. Le troisième est l'immense puissance financière, médiatique, religieuse des pétromonarchies wahhabites du Golfe arabo-persique. Avec l'essor de la manne pétrolière, surtout depuis le début des années 1970, le wahhabisme a disposé de moyens de propagande sans précédent pour relayer les thèses antisémites, y compris en recyclant certains ouvrages nazis et les *Protocoles des sages de Sion*, traduits en arabe, en vente libre au Caire, à Bagdad, à Alger et à Beyrouth[86]. Leur diffusion s'opère sur la base d'échelles de discrétion modulées suivant les aires géopolitiques : le venin antisémite s'expose sur la place publique au Machrek, il est distillé de manière bien plus discrète en Europe, où il est parti à la rencontre des restes re(dé) composés de la contestation gauchiste. Le poids idéologique du wahhabisme, branche la plus intolérante du sunnisme hanbalite[87] n'est pas seul à jouer. La Révolution iranienne (chiite) de 1979 a également déployé des effets considérables, notamment via le rayonnement du Hezbollah, basé au Liban mais à l'influence transnationale.

86. Pour avoir vécu durant deux ans au Caire entre 1993 et 1995 (République arabe d'Égypte), je puis témoigner de la banalisation, sur les rayons des libraires de rue (au Caire, à Alexandrie, à Assouan…), d'ouvrages violemment antisémites comme *Mein Kampf* traduit en arabe ou les *Protocoles des sages de Sion*. Ces ouvrages sont relayés sur les chaînes Youtube par de nombreux prédicateurs islamistes, et nourrissent aujourd'hui une haine viscérale d'Israël, accusé de tous les maux du monde arabe.

87. Sur la pétromonarchie wahhabite saoudienne, lire Stéphane Lacroix, *Les islamistes saoudiens, une insurrection manquée*, Paris, PUF, 2010. Sur le contrôle social sectaire opéré par le régime wahhabite, voir aussi le plus ancien (excellent) Slimane Zeghidour, *La vie quotidienne à la Mecque*, Paris, Hachette 1989.

La haine d'Israël et du Juif dominateur sont devenus, en cinquante ans, des éléments centraux de l'idéologie islamiste. Ces répertoires, très violemment antisionistes, s'appuient sur les nouvelles ressources de la Révolution numérique, sur un réseau d'influence composé d'associations, d'ONGs, d'entreprises, de certains canaux financiers du nouveau marché Halal en pleine expansion[88]. Ils ciblent tous les publics, y compris la classe politique, en particulier en France[89]. L'enquête édifiante de Christian Chesnot et Georges Malbrunot[90] sur l'influence du Qatar wahhabite a été largement corroborée. Elle illustre la force d'un *soft power* islamiste largement fondé sur la séduction des enveloppes de pétrodollars… Susceptibles, par exemple, de faciliter l'attribution de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar ? Les enquêtes en cours nous le diront, peut-être[91]. Cet islam politique est multiforme, souvent réformiste. Il propose des ressources en matière de solidarité, de lutte contre la corruption, de développement économique, de sécurité collective. Il ne saurait naturellement se résumer à la haine d'Israël. Il n'est, en droit, pas plus illégitime que d'autres courants religieux soucieux d'une traduction politique de leurs convictions. Mais il cultive, au sein de tous ses courants, une rhétorique dénonciatrice qui fait de l'État juif l'ennemi géopolitique numéro 1, et, bien souvent, la cause principale de la misère des opprimés. Autant de munitions dans l'arsenal de la nouvelle judéophobie islamogauchiste.

88. Sur l'essor de ce marché halal, voir Florence Bergeaud-Blackler, *Le marché halal ou l'invention d'une tradition*, Paris, Seuil, 2017.

89. Bérengère Bonte, *La République française du Qatar, Petits arrangements et grandes compromissions*, Paris, Fayard, 2017.

90. Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Nos très chers émirs. Sont-ils vraiment nos amis ?*, Paris, Michel Lafon, 2016. Lire aussi Nicolas Beau et Jacques-Marie Bourget, *Le vilain petit Qatar, cet ami qui nous veut du mal*, Paris, Fayard, 2013.

91. En France, après trois ans d'enquête préliminaire, le Parquet national financier a ouvert en décembre 2019 une information judiciaire pour « *corruption* active et passive ». Plusieurs hauts responsables français sont soupçonnés d'avoir reçu des sommes considérables en échange de leur soutien à la candidature qatarie.

Cette dernière se nourrit aussi du désarroi d'une gauche idéologiquement en mal de repères. L'échec retentissant de la mise en application des modèles communistes, source notamment de dizaines de millions de victimes en URSS et en Chine[92], a laissé la gauche radicale orpheline, à la remorque des discours idéologiques désormais attractifs pour les catégories populaires des « Suds » délaissées par les dictatures en place – souvent « de gauche ». L'Algérie en est un bon exemple. Le FLN, parti au pouvoir, idéologiquement proche d'une part de la gauche française, n'a cessé de s'enfoncer dans une corruption croissante et vertigineuse, négligeant de redistribuer et d'investir dans l'éducation, les services sociaux, l'emploi. Comment s'étonner qu'une partie de la jeunesse algérienne se soit tournée vers l'islam politique ? Voyant sa base sociale et sa cohérence idéologique s'effondrer, la gauche radicale – autoproclamée – s'est en partie rapprochée, en France, des voix de l'islam politique[93]. Sur le plan stratégique, idéologique, tactique, opportuniste, la synthèse partielle s'est faite au prix d'une transaction inavouée refusée par certains, acceptée par d'autres : substituer le sionisme au Grand Capital, et faire des Juifs les nouveaux exploiteurs.

L'affaire Garaudy constitue un bon révélateur de l'enclenchement de ce processus en France, qui s'est depuis déployé plus largement. Cet homme politique intellectuel communiste, converti à l'islam en 1982, s'est tourné, à partir de 1996, vers le négationnisme, sur la base de positions antisionistes préalables. Un « complot sioniste » aurait « inventé la Shoah[94] ».

92. On se gardera cependant de donner un montant global des « victimes du communisme », qui poserait trop de difficultés méthodologiques. À cette réserve près, il est cependant utile de consulter Stéphane Courtois, sous dir., *Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

93. Non sans susciter des débats internes, tout comme au sein du *Labour* britannique. Une majorité s'est ralliée aux éléments soft de la vulgate d'un islam politique violemment antisioniste, mais des minorités significatives s'y opposent au nom de ce qui a construit et structuré la gauche : la lutte des classes, et non le racialisme victimaire et la judéophobie implicite/explicite.

94. Cf. Roger Garaudy, *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, Paris, La Vieille Taupe, 1995.

Ces positions ahurissantes n'attireraient pas l'attention si elles n'émanaient d'une figure phare de la gauche française, aimée et respectée y compris par l'Abbé Pierre. Condamné en justice pour ses propos répétés[95], Roger Garaudy (1913-2012) persiste et signe, assimilant l'islam à la voix des déshérités et Israël à un pouvoir oppresseur, dans la droite ligne de ce qu'on désignera, quelques années plus tard, comme le nouvel antisémitisme, ou islamogauchisme. C'est le temps où le durcissement du conflit israélopalestinien voit se développer parfois, dans certains quartiers, une « intifada à la française[96] » alimentée par une « rhétorique obsessionnelle de l'avilissement » du Juif et d'Israël[97], qui fait dire à Raphaël Draï : « La diabolisation d'Israël aura permis de recycler la vieille thématique antisémite de gauche (les juifs impérialistes et capitalistes profiteurs du pauvre peuple) et d'extrême droite (les juifs dominateurs cherchant à humilier les plus faibles) sous l'habillage plus ou moins adroit du discours humanitaire[98] ». Barbara Lefebvre estime alors qu'entre 20 à 25 % d'établissements scolaires de France seraient concernés par des faits antisémites « de façon régulière », la plupart du temps en banlieue de grande ville, sous l'impulsion de délinquants du verbe, objets d'une banalisation et d'une impunité[99].

Au fil des quinze ans qui suivent, on franchit de nouveaux seuils d'alerte, scandés par la poursuite du recul de la présence juive dans de nombreux quartiers urbains multiculturels. La hausse des incidents judéophobes se confirme, quelques attentats antijuifs meurtriers[100], très traumatisants, bouleversent le pays. Dans

95. Le tribunal le condamne le 27 février 1998 pour contestation de crimes contre l'humanité et diffamation raciale.

96. Raphaël Draï, « L'intifada à la française », in Cynthia Fleury, Sylvie Taussig et Yves-Charles Zarka, sous dir., Hors-Série *L'islam en France*, revue *Cités*, Paris, PUF, 2004, p. 237-243.

97. *Ibid.*, p. 239.

98. Barbara Lefebvre, « Une "langue" en voie de sédimentation : l'antisémitisme en milieu scolaire aujourd'hui », in Hors-Série, *L'islam en France*, *op. cit.*, p. 229.

99. *Ibid.*, p. 231.

100. Les deux plus marquants sont le massacre de l'école juive Ozar-Hatorah (4 morts), perpétré par Mohamed Merah le 19 mars 2012 à Toulouse,

les mois qui suivent le carnage perpétré par Mohamed Merah dans une école juive en 2012, 8 000 Juifs quittent la France, rapporte Danny Trom. Le sociologue observe après cet attentat une mise en mouvement géopolitique des Juifs de France, en interne et à l'international[101] ». En 2015, après l'attentat de l'Hyper Casher du 9 janvier 2015, Pierre-André Taguieff s'interroge en politologue sur les contours d'une France qui serait devenue antijuive[102]. Trois ans plus tard, un nouvel ouvrage collectif à destination du grand public met à nouveau en garde contre le nouvel antisémitisme[103]. La même année, sur la scène médiatique, un collectif décide au printemps 2018 de jeter un pavé dans la mare. Il nomme une fois pour toutes la menace idéologique qui s'est coagulée depuis trente ans. Rédigé sans nuances par Philippe Val et publié dans *Le Parisien* du dimanche 22 avril 2018, ce « Manifeste contre le nouvel antisémitisme[104] » a créé l'événement. On y lit notamment ceci :

> la radicalisation islamiste – et l'antisémitisme qu'il véhicule – est considérée exclusivement par une partie des élites françaises comme l'expression d'une révolte sociale, alors que le même phénomène s'observe dans des sociétés aussi différentes que le Danemark, l'Afghanistan, le Mali ou l'Allemagne... Parce qu'au vieil antisémitisme de l'extrême droite, s'ajoute l'antisémitisme d'une partie de la gauche radicale qui a trouvé dans l'antisionisme l'alibi pour transformer les bourreaux des Juifs en victimes de la société[105].

et celui de l'Hyper Casher de la Porte de Vincennes, le 9 janvier 2015 (4 morts), perpétré par Amedy Coulibaly.

101. Danny Trom, propos tenus lors du séminaire interne du Groupe Sociétés Religions Laïcités (UMR 8582) le jeudi 6 février 2020 à Aubervilliers.

102. Pierre-André Taguieff, *Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe : islamisme, antisionisme, propalestinisme*, Paris, CNRS éditions, 2015

103. Georges Bensoussan, Pascal Bruckner, Luc Ferry, Noémie Halioua (collectif), *Le nouvel antisémitisme en France*, Paris, Albin Michel, 2018.

104. Toujours consultable en ligne en 2020 à l'adresse internet suivante : https://www.change.org/p/emmanuel-macron-manifeste-contre-le-nouvel-antisémitisme.

105. Collectif, *Manifeste contre le nouvel antisémitisme*, 22 avril 2018. J'ai choisi en conscience de signer ce manifeste, malgré certaines outrances

Si les Juifs apparaissent comme les nouveaux oppresseurs, à l'inverse, les publics issus de l'immigration musulmane fonctionnent, dans l'esprit de cette « gauche radicale », comme un prolétariat de substitution. La détestation du Juif (souvent à voix basse) et la haine d'Israël (à voix haute) trouvent légitimation dans ce schéma idéologique simpliste. Une certaine culpabilité postcoloniale joue ici son rôle, d'autant plus que la plus grande partie du projet colonial impérialiste de l'Europe contemporaine a été portée par la gauche universaliste, insistant sur le fardeau civilisateur de l'homme blanc, chargé d'émanciper (au besoin malgré eux) des populations privées des Lumières de la Révolution[106]. Tétanisée par cet héritage jugé aujourd'hui honteux – et non-assumé –, une certaine classe intellectuelle qui s'auto-perçoit comme « de gauche » jouerait la fonction de l'idiot utile d'un islam politique aux nets relents antisémites. S'attirant les sarcasmes lucides du politologue Gilles Kepel : dans une interview fracassante à *L'Obs*, il livre le fond de sa pensée et taxe ces islamo-gauchistes de « charlatans »... démagogues et dangereux[107].

On notera qu'une autre pétition de moindre ampleur, positionnée prudemment en réaction à un texte considéré comme trop stigmatisant à l'égard de l'islam dans sa globalité, a été publiée quelques jours après ce Manifeste. Elle pointe, dans *Le Monde*,

auxquelles je ne m'associe pas, et m'en suis expliqué sur mon blog : Sébastien Fath, « Manifeste contre le nouvel antisémitisme », *http://blogdesebastienfath.hautetfort.com/* (note du 23 avril 2018).

106. Signalons à ce sujet ces deux livres éclairants : Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984 ; et l'excellent Pierre-Jean Luizard, *La République et l'islam, aux racines du malentendu*, Paris, Tallendier, 2019. Le premier explique que le projet colonial a plus été justifié – et maintenu – par un impérialisme des valeurs (les grands Principes des Lumières) que par une rentabilité capitaliste très discutable. Le second souligne que c'est au nom de la Révolution et des grands idéaux républicains (« de gauche ») que Bonaparte débarque en Égypte en 1798 et soumet les populations à une férule brutale, sous prétexte qu'il faut sortir les colonisés de leur obscurantisme.

107. Gilles Képel, « Les islamo-gauchistes, ces charlatans », *L'Obs*, 31 octobre 2016 (en ligne).

un nouvel antisémitisme en réalité largement comparable à celui décrit par la première pétition, y ajoutant cependant l'ingrédient des « populismes nationalistes[108] ». Il y invite, à raison, à une vigilance que partagent du reste les signataires du premier manifeste, à savoir qu'on ne saurait évidemment exclure « de l'universalisme nos concitoyens musulmans, au motif qu'une petite partie adhère à une idéologie mortifère[109] ».

III. Entre censure et ouverture postcoloniale : antidotes contemporains à la haine judéophobe

Les dispositifs mis en place dans les décennies post-1945 pour assurer le « plus jamais ça » ont apaisé pour un temps les blessures. Les institutions démocratiques, les garde-fous mis en place dans les médias et la culture, les multiples dialogues interreligieux mis en place, notamment avec l'Église catholique post-Vatican II[110] et les protestants[111] ont porté du fruit. Mais ils n'ont pas suffisamment bien fonctionné pour faire disparaître

108. David Assouline *et al.*, « Combattons l'antisémitisme dans sa globalité », *Le Monde*, 3 mai 2018.

109. On aimerait plus de précision sur ce que les auteurs entendent par « une petite partie ».

110. Depuis la création le 26 février 1948 de l'Amitié judéo-chrétienne de France (AJCF), ces dialogues riches et réguliers déployés depuis les années 1950, généralement sous l'angle institutionnel et théologique, avec une forte valorisation médiatique, espérant que « l'interreligieux d'estrade » se transcrive dans les pratiques des quartiers populaires. Ces dialogues bien balisés sont largement connus et étudiés, objets de matériaux bibliographiques abondants et disponibles, comme l'ouvrage cosigné par Gilles Bernheim et Philippe Barbarin, *Le rabbin et le cardinal, un dialogue judéo-chrétien*, Paris, Points Seuil, 2013. Voir aussi Alain de la Morandais, Haïm Korsia, Malek Chebel, *Les enfants d'Abraham, un chrétien, un juif et un musulman dialoguent*, Paris, Presses de la Renaissance, 2011. Nous considérons que ces parcours interreligieux encouragés par Vatican II et des mûrissements théologiques croisés catholicisme/islam/protestantisme sont déjà bien documentés. Nous focalisons, dans cet article, sur les recompositions plus récentes, de nouveaux facteurs macrosociaux, et les logiques d'impact sur les populations.

111. Michel Leplay, *Les Églises protestantes et les Juifs face à l'antisémitisme au vingtième siècle*, Paris, Olivetan, 2006.

la « Bête Immonde » de l'intolérance judéophobe. Face aux reconfigurations agressives de l'antisémitisme, la France, via ses institutions politiques et sa société civile, a pris acte. Et a déployé, depuis les années 1990, de nouveaux antidotes.

1. Une République mieux armée face aux discours de haine ?

Une première logique d'adaptation et de réaction est passée par la répression accrue des discours de haine, soit une forme de censure indirecte. Depuis la loi de 1881 (articles 24, 32, 33 en particulier), racisme, discrimination, antisémitisme peuvent être condamnés. Mais les institutions politiques françaises ont pris conscience, depuis les années 1980-90, que l'antisémitisme de la société française constituait une dangereuse maladie de la démocratie[112], et imposait de nouveaux modes de régulation. On s'inscrit alors dans le contexte de « cristallisation des discours sécuritaires » décrit par Philippe Portier[113], avec « multiplication des contraintes normatives[114] » et une laïcité plus vigilante.

L'axe principal adopté depuis 1990 est celui de la sanction croissante des discours de haine, au prix de dispositifs administratifs ou juridiques qui encadrent davantage la liberté d'expression – au risque, selon certains, de la menacer. Initiée par le député communiste français Jean-Claude Gayssot, la loi Gayssot du 13 juillet 1990 a ouvert le ban. Cette loi toujours en vigueur entendait réprimer tout acte antisémite, racisme ou xénophobe, en incluant dans son champ d'intervention la contestation de l'existence de crimes contre l'humanité. Il ne s'agit donc pas d'une loi ciblée sur la judéophobie, mais elle comprend cependant une inflexion spécifique qui protège en principe les Juifs d'une banalisation publique des discours négationnistes sur la Shoah[115].

112. Dominique Schnapper, Paul Salmona et Perrine Simon-Nahum, sous dir., *Réflexions sur l'antisémitisme*, Paris, Odile Jacob, 2016.

113. Philippe Portier, *L'État et les religions en France*, *op. cit.*, p. 254.

114. *Ibid.*, p. 276.

115. Sur le négationnisme, lire la synthèse de Valérie Igounet, *Le Négationnisme en France*, Paris, PUF, 2020.

La disposition réprimant la négation des crimes contre l'humanité n'a pas fait l'unanimité, ni dans le champ politique, ni dans le champ intellectuel. Des figures comme Robert Badinter, mais aussi l'historien Pierre Vidal-Naquet, qui fédère avec lui de nombreuses grandes plumes de la profession (François Furet, Pierre Nora, François Bedarida…) s'inquiètent d'un recul de la liberté d'expression, et du danger que cette loi soit utilisée par les antisémites comme preuve d'un complot des puissants destiné à bâillonner les voix discordantes. Pierre Vidal-Naquet reprendra cet angle d'attaque en 2005 au travers de la grande association d'historiens « Liberté pour l'histoire », appuyée par une pétition, opposée aux lois mémorielles[116]. En pure perte. Cette loi, qui accroît le débat lancé ailleurs aussi sur les limites de la liberté d'expression[117], sera suivie par d'autres dispositifs de veille, sans pour autant porter tous les fruits attendus. Ce qui fera dire au président français Emmanuel Macron, lors du dîner annuel du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), le 20 février 2019, que la lutte contre l'antisémitisme est un « échec » : « on prendra des actes, on prendra des lois et on punira », déclare alors le chef de l'État[118]. Oui, mais comment ? Au menu des travaux pratiques : l'immense chantier d'internet et des réseaux sociaux, où prolifèrent les discours de haine, notamment à l'encontre des Juifs, mais aussi des musulmans, des migrants et autres menaces identitaires supposées. L'impulsion ne relève pas seulement d'un État législateur et volontariste, mais aussi des tribunaux administratifs – à même de faire interdire des spectacles jugés trop tendancieux – acteurs de la société civile, notamment les organisateurs d'événement, les prestataires de services internet, les entreprises de communication. Les opérateurs transnationaux ne sont pas en reste, à l'image de la firme américaine Youtube, qui met fin, le 29 juin 2020, à la chaîne You-

116. Pierre Vidal-Naquet, « Liberté pour l'histoire », *Libération*, 13 décembre 2005.

117. Thomas Hochmann, *Le négationnisme face aux limites de la liberté d'expression. Étude de droit comparé*, Paris, Pedone, 2013.

118. Emmanuel Macron, cité dans Violaine Jaussent, « Quels sont les leviers législatifs permettant de réprimer l'antisémitisme en France ? », site https://www.francetvinfo.fr/ (en ligne).

tube de l'humoriste Dieudonné, coutumier de provocations en tous genres, en particulier à caractère antisémite[119].

Ces restrictions successives apportées, via divers biais, à l'expression publique de propos à caractère antisémites ont-elles réduit la capacité de nuisance des promoteurs de haine ? Sans doute un peu. Mais sans régler le problème de fond. Les déboires rencontrés par la Loi Avia « contre les contenus haineux sur internet » illustrent les difficultés du moment. L'objectif de cette loi, adoptée le 24 juin 2020, était de renforcer la capacité de signalement de censure/retrait des contenus haineux sur le Net. Mais elle s'est trouvée presqu'intégralement censurée par le Conseil constitutionnel, au motif qu'elle menaçait la liberté d'expression[120]. Ouvrant du coup à cet autre débat : moins de censure, plus d'éducation[121] ? Un second axe d'intervention étatique moins exploré…

2. Vers des guérisons postcoloniales ?

Une seconde dynamique susceptible de contrer la montée du nouvel antisémitisme tient aux logiques postcoloniales qui travaillent désormais de plus en plus ouvertement les sociétés musulmanes, mais aussi les mentalités et représentations des enfants des anciens colonisés. « Décoloniser les esprits » n'est pas tâche facile, comme l'avait pointé Frantz Fanon[122]. Des années 1960 aux années 1990, les migrants de première et seconde générations installés en France depuis l'Afrique

119. En août 2020, les comptes de Dieudonné sur Instagram et Facebook sont fermés à leur tour. Le compte Youtube de son comparse Alain Soral (Égalité et réconciliation), lui aussi régulièrement pris en défaut pour antisémitisme, est fermé également au même moment.

120. La loi portée par la ministre Laetitia Avia (rapporteur) avait été adoptée dans sa version initiale par l'Assemblée Nationale le 13 mai 2020.

121. Lire Joëlle Allouche-Benayoun, Barbara Lefebvre, Shmuel Trigano, sous dir., *L'image des Juifs dans l'enseignement de l'histoire en France*, Paris, Nadir 2008.

122. Pour un retour sur l'œuvre de Fanon, lire Matthieu Renault, *Frantz Fanon. De l'anticolonialisme à la critique postcoloniale*, Paris, Éd. Amsterdam, 2011.

du Nord (majoritairement musulmane) étaient marqués par un complexe de dépendance, analogue à celui décrit lucidement dès 1950 par Pierre-Octave Mannoni[123]. Appelons le « complexe de l'ex-colonisé ». Il est nourri, d'une part, par un discours du ressentiment à l'encontre de l'ancienne tutelle coloniale. Il s'alimente, d'autre part, d'une forme de rancœur rentrée à l'adresse d'une gauche hexagonale qui se veut progressiste, qui préempte à son profit symbolique la parole des dominés, priés de jouer la « carte ethnique ». Partis politiques, grands médias et organisations tendent alors à mettre en avant, non pas « l'Arabe du futur[124] », mais l'Arabe (ou l'Africain) de service. Si possible debout, visible en tribune, derrière l'orateur chevronné, filmé par les télévisions. Cette configuration a engendré dépit et frustration, exploités par certains entrepreneurs religieux islamistes du marché victimaire. Le coupable ? L'impérialiste occidental, bien sûr, mais aussi la figure du Juif dominant, riche, installé, sioniste, figure archétypale du colonisateur, l'*insider* qui ne veut pas des *outsiders* musulmans.

Ce premier paradigme résumé à gros trait a contribué à la montée du nouvel antisémitisme. Mais le voilà progressivement contrecarré par une nouvelle donne postcoloniale. Les effets à long terme de l'immigration maghrébine en France, intensifiée depuis les années 1960, ont participé à ces recompositions. En effet, parmi les Maghrébins installés en France, on compte des dizaines de milliers de Juifs séfarades. Après le temps des blessures et des ressentiments, Maghrébins juifs et arabes installés dans l'hexagone se sont découvert, depuis les années 1990, bien des proximités. Beaucoup de Séfarades, à l'image de l'humoriste Gad Elmaleh[125], partagent et médiatisent un double

123. Pierre-Octave Mannoni, *Psychologie de la colonisation*, Paris, Seuil, 1950.

124. Cf. la saga très réussie de Riad Sattouf, *L'Arabe du futur*, roman graphique en 4 tomes (très bien accueillis tant par la critique que par le public) parus à partir de 2014 aux éditions Allary. Il y dépeint notamment un père syrien idéologue, pan-arabe, tourmenté, et… profondément antisémite.

125. Né à Casablanca (Maroc) en 1971, Gad Elmaleh s'est installé au Québec en 1988, puis en France. Il s'est produit à de nombreuses reprises au Maroc pour des *stand up show* très appréciés du public marocain.

référentiel : l'Afrique du Nord et la judéité, source de rapprochement postcolonial avec leurs frères ou sœurs maghrébins arabes[126]. Cette nouvelle donne postcoloniale, moins clivante, s'est précisée depuis les Printemps arabes étalés entre la fin 2010 et l'été 2012. Ces mouvements de contestation interne des dictatures arabo-musulmanes en place, issus de sociétés civiles de plus en plus organisées[127], ont rebattu les cartes. Au lieu de répéter passivement les *mantras* victimaires des régimes autoritaires corrompus en place depuis les indépendances, accusant notamment Israël de tous les maux, ils ont recentré le débat sur la politique intérieure. La responsabilité des élites en place. Le contrôle des politiques publiques. La lutte contre la corruption. L'émancipation juridique des femmes. En demandant des comptes, en proposant un meilleur partage/contrôle du pouvoir, ils ont fait mûrir une génération désormais en partie vaccinée des dérivatifs simplistes utilisés, durant des années, pour détourner l'attention de la corruption, du népotisme et de l'autoritarisme. Cette évolution s'inscrit dans le courant de libéralisation des sociétés sous l'effet (complexe) de la mondialisation culturelle, voire politique[128], appuyée par une Révolution numérique qui complique les dispositifs de censure et de contrôle par le haut.

Ce processus d'ouverture postcoloniale, plus tolérant, apaisé et autoréflexif, est loin d'être arrivé à son terme, comme l'illustrent les reprises en main brutales opérées, dans plusieurs pays, après le mouvement des Printemps arabes. Mais tout laisse à penser que la génération arabo-musulmane des jeunes adultes nés depuis le début du XXIe siècle adopte une approche différente, marquée entre autres par une banalisation progressive et une normalisation graduée de la figure du Juif et d'Israël. Le remarquable succès de l'association Coexister en donne un indicateur. Fondé en France en 2009, ce mouvement de jeunes

126. Colette Zytnicki, « Du rapatrié au Séfarade. L'intégration des Juifs d'Afrique du Nord dans la société française : essai de bilan », *Archives Juives*, 2005, n° 2, p. 84-102.

127. Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard, sous dir., *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011.

128. Ulrich Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Aubier, 2006.

dirigé depuis 2015 par Radia Bakkouch s'est internationalisé depuis sur la base d'une mobilisation fédératrice : favoriser l'interconnaissance, faire reculer les préjugés entre membres de religions différentes, vivre une « coexistence active » plus qu'une « tolérance passive ». Implanté en France dans plus de trente villes, il est parvenu à sortir des cercles de spécialistes de l'interreligieux pour toucher des centaines/milliers de jeunes de religion différente[129].

Sur un mode plus clivant, d'autres acteurs « nouvelle génération » revendiquent aussi la fin de l'assignation identitaire et l'ouverture à de nouveaux possibles. C'est par exemple le cas de la militante antiraciste Rokhaya Diallo. Ostracisée ou fortement accusée par certains de communautarisme ou de racialisme, elle assume un discours intransigeant à l'encontre des impensés de type néocoloniaux. « Ne reste pas à ta place ! » est son mot d'ordre décolonial et républicain en direction des jeunesses reléguées[130]. Quitte à percuter les conformismes, au risque de certaines provocations et maladresses. Mais elle accepte le débat, défend les libertés, offre de nouveaux modèles crédibles pour une France multiculturelle[131], et refuse de céder à la vulgate antisémite des entrepreneurs de haine. Un dernier exemple d'ouverture postcoloniale, encore peu étudié sous l'angle des sciences sociales, est celui de l'audience phénoménale, depuis le début de la décennie 2010, des émissions de l'animateur Cyril Hanouna, « le bouffon qui devint roi », chantre télévisuel d'une dédramatisation burlesque et irrévérencieuse des débats identitaires[132].

Que les régimes autoritaires et les tenants d'un islam politique intégraliste résistent à la tendance au libéralisme postcolonial est l'évidence. Rien n'est joué. Mais des voies de guérison

129. Lire notamment Samuel Grzybowski, *Fraternité radicale*, Paris, Les arènes, 2018.

130. Rokhaya Diallo, *Ne reste pas à ta place !*, Paris, Marabout, 2009.

131. Rokhaya Diallo, *La France une et multiculturelle*, Paris, Fayard, 2012.

132. René Chiche, *Cyril Hanouna, le bouffon qui devint roi*, Paris, Archipel, 2017.

postcoloniale de la haine judéophobe déploient un potentiel dont l'avenir seul dira s'il apporte l'apaisement attendu.

3. Un nouveau philosémitisme évangélique ?

L'historienne Rita Hermon-Belot décrit les « Chrétiens et Juifs » comme « ni les mêmes, ni tout à fait autres[133] ». Les passerelles et chemins partagés sont en effet nombreux[134], avec cependant cette « dissymétrie structurelle : le christianisme est plus radicalement autre pour le judaïsme que le judaïsme ne l'est pour lui[135] ». On fera observer que cette dissymétrie, pour de multiples raisons, est moins importante pour le protestantisme, en particulier pour son aile la plus nombreuse, l'évangélisme. C'est pourquoi le poids croissant des évangéliques en France constitue un élément d'équilibre (parmi d'autres) en matière de réponse à l'antisémitisme. Cet acteur confessionnel pèse aujourd'hui dans les relations avec le judaïsme, nourrissant certaines formes structurées de philosémitisme. Dans beaucoup d'Églises évangéliques de France, on prie pour Israël, on s'imprègne des récits de l'Ancien Testament, nommant volontiers les enfants de patronymes d'origine juive. Si on en a la possibilité, on se rend avec ferveur en Israël pour « le voyage de sa vie », on prend position contre l'antisémitisme, on sait reconnaître le son du Shophar (instrument à vent utilisé dans la Bible, à usage rituel), et on s'inscrit volontiers, sur les réseaux sociaux (internet), dans des groupes de soutien comme « J'ose soutenir Israël, et vous ? » (62 503 abonnés)[136].

133. Rita Hermon-Belot, « Chrétiens et Juifs : ni les mêmes, ni tout à fait autres », in Anne-Sophie Lamine, Françoise Lautman et Séverine Mathieu, sous dir., *La religion de l'autre, la pluralité religieuse entre concurrence et reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 109-121

134. Olivier Rota, sous dir., *Histoire et théologie des relations judéo-chrétiennes*, Paris, Éd. Parole et Silence, 2015.

135. Rita Hermon-Belot, « Chrétiens et Juifs : ni les mêmes, ni tout à fait autres », *op. cit.*, p. 120.

136. Page Facebook consultée le 29 août 2020. Adresse : https://www.facebook.com/soutien.a.israel/.

La nouvelle donne postcoloniale a renforcé son assise. L'évangélisme, ou protestantisme évangélique, représente aujourd'hui environ 660 millions de fidèles sur la planète, soit plus d'un chrétien sur quatre, et un million de fidèles en France (en comptant l'outre-mer)[137]. Au « pays de Voltaire[138] » et de Michel Onfray, il reste discret. Le conservatisme et l'endogamie franco-française qui marquent la fabrique de l'imaginaire national[139] sont une cause majeure de ce déficit de visibilité. L'extrême diversité de ce mouvement ecclésiogène ne joue pas non plus en faveur d'une prise en compte médiatique et politique qui soit à la hauteur du poids local des Églises évangéliques. Il reste qu'en France comme dans le monde, les Églises évangéliques, ancrées dans l'hexagone depuis la Révolution[140], ont gagné beaucoup de terrain depuis les années 1960[141]. Elles sont implantées sur tout le territoire, y compris les campagnes, et se révèlent particulièrement actives dans les banlieues des grandes villes, dans les quartiers populaires impactés par l'immigration. Là où « le religieux est bien réinvesti par les primo-arrivants et par les secondes générations comme support de mémoire et d'identité[142] ». Comme vecteur de transformation aussi, en particulier via la conversion[143].

137. Voir l'article « Les protestantismes évangéliques », in Anne-Laure Zwilling, sous dir., *Les minorités religieuses en France, Panorama de la diversité contemporaine*, Paris, Bayard, 2019, p. 942-963.

138. G.R. Stotts, *Le Pentecôtisme au pays de Voltaire*, Craponne, Viens et Vois, 1981.

139. D'autres minorités souffrent aussi de cette « fabrique » gallocentrée qui délaisse les mutations du terrain pour s'arc-bouter sur une « image arrêtée » très datée.

140. Sébastien Fath, *Du ghetto au réseau, Le protestantisme évangélique en France, 1800-2005*, Genève, Labor et Fides, 2005.

141. Sébastien Fath, « L'évangélisme, nouveau Tiers État du christianisme ? », in Philippe Portier et Alain Dieckhoff, sous dir., *L'enjeu mondial*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 35-43.

142. Catherine Grémion, *Les religions dans la ville d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 297.

143. Loïc Lepape, *Une autre foi. Itinéraires de conversions en France : juifs, chrétiens, musulmans*, Marseille, Presses de l'Université de Provence, 2015.

Dans ces espaces urbains en mutation, les Églises évangéliques côtoient en particulier les nouvelles offres islamiques[144], mais aussi les acteurs juifs de terrain, comme à Ris-Orangis (Essonne) où se nouent des relations amicales entre le pasteur baptiste et le rabbin[145]. Ils partagent un même bâtiment en mitoyenneté, inauguré en 1976 ! Une moitié est occupée par l'Église baptiste, l'autre par la synagogue. Les facteurs de cet essor évangélique sont multiples. Une des raisons tient à la décolonisation. Décentralisées et portées par une légitimation « par la base », ces Églises de conversion, ferventes et militantes[146], n'ont pas hérité du même passé colonial que les grandes Églises territorialisées des colonisateurs : catholicisme – religion des conquistadors –, protestantisme anglican – religion des colons du sud des États-Unis, mais aussi des colons britanniques du Soudan, etc. –, voire protestantisme presbytérien (réformé) – religion des colons du nord des États-Unis, d'Afrique du Sud. Elles ne sont pas marquées par le même stigmate, ni le même complexe de culpabilité, en particulier vis-à-vis de l'islam[147]. Elles rassemblent un Tiers État chrétien plus que des héritiers, et valorisent non pas le « sang » d'une chrétienté de terroir, matrice de dérives antisémites[148], mais la conversion et le lien choisi. De la même manière que peuvent le faire bien des prédicateurs musulmans de banlieue, les évangéliques se disent assez volontiers « religion des ex-colonisés »

144. Gilles Képel, *Les banlieues de l'Islam. Naissance d'une religion en France*, Paris, Points Seuil, 2015 (1re éd 1987).

145. Jean Stauffacher, « Mitoyenneté avec une synagogue », *Semer au chant du coq, Implanter des Églises baptistes en France*, Charols, Excelsis, 2010, p. 86-89.

146. Christophe Pons, sous dir., *Jésus, moi et les autres. La construction collective d'une relation personnelle à Jésus dans les Églises évangéliques : Europe, Océanie, Maghreb, Paris*, CNRS Éditions, 2013.

147. Les évangéliques ne se cachent pas de leur désir de convertir les musulmans (et vice-versa). Ils comptent dans leurs rangs nombre de transfuges de l'islam, comme par exemple le pasteur Saïd Oujibou, auteur de *Fier d'être arabe et chrétien*, Paris, Première Partie, 2010.

148. Dans le cas espagnol, voir le très beau livre de Claire Soussen, *La pureté en question. Exaltation et dévoiement d'un idéal entre juifs et chrétiens*, Madrid, Éd. Casa de Velasquez, 2020.

plus que religion des colonisateurs, et n'estiment pas avoir de procès en légitimité à recevoir, en la matière, d'autres compétiteurs confessionnels. Ces évangéliques militants, solidaires, multiples, parfois sectaires aussi, encore souvent méconnus et caricaturés en France, cultivent vis-à-vis des Juifs et d'Israël une sympathie explicitement affichée. « L'évangélique aime Israël[149]. » Cette proximité, portée par des micro réseaux associatifs et médiatiques, tient à trois causes.

Les Églises évangéliques partagent d'abord, comme les autres protestants, des « affinités électives » avec les Juifs : sens du Dieu unique, méfiance vis-à-vis des images, professionnels de l'enseignement religieux (pasteurs/rabbins) mariés, refus d'un système magistériel centralisé, goût du débat d'une culture délibérative autour des textes et des décisions religieuses[150]. Juifs et protestants de France partagent aussi une expérience commune de la captivité, de la persécution, de Pharaon/Louis XIV, du Désert… L'imaginaire huguenot du petit peuple d'élus criblé par le despote renvoie à celui du Peuple élu. En France, plusieurs figures évangéliques de poids, comme le pasteur Ruben Saillens, fondateur de l'Institut Biblique de Nogent-sur-Marne, se sont distinguées par leur philosémitisme[151]. Aujourd'hui, au sein des deux réseaux principaux dans lesquels ils sont insérés, ils participent aux dialogues avec le judaïsme, et expriment volontiers leur soutien, et leur solidarité dans le combat contre l'antisémitisme. Un des réseaux, le plus ancien, est la Fédération Protestante de France (FPF), fondée en 1905 sur une base très pluraliste, qui intègre une robuste minorité évangélique. La FPF a publié en 2017 une « déclaration fraternelle » en direction du judaïsme, à laquelle des évan-

149. Éric Denimal, « L'évangélique aime Israël », *Faut-il avoir peur des évangéliques ? Enquête au cœur d'une nébuleuse conquérante*, Paris, First Editions, 2008, p. 210-215.

150. Patrick Cabanel, *Juif et protestants en France, les affinités électives*, Paris, Fayard, 2004.

151. Sébastien Fath, « Le pasteur évangélique Ruben Saillens et le judaïsme », *Archives juives. Revue d'histoire des juifs de France*, n° 40/1, 1er semestre 2007, p. 45-57.

géliques ont participé[152]. Le second réseau, plus récent, est le Conseil national des évangéliques de France (CNEF), fondé en 2010[153], qui rassemble la majorité des évangéliques français. C'est sous la houlette du CNEF qu'a été organisé à Paris, le 5 octobre 2018, un colloque théologique sur l'antisémitisme, résumé ainsi dans le quotidien *La Croix* qui a rendu compte de l'événement : « les évangéliques français veulent manifester leur solidarité aux juifs[154] ». Cette solidarité marque deux décalages par rapport aux autres protestants.

D'abord, elle se double, chez les évangéliques, d'un refus systématique de toute hostilité de principe contre Israël, ce qui les distingue de protestants luthériens et réformés volontiers plus critiques[155]. Ensuite, elle se manifeste par une compréhension différente de la conversion : tandis que pour certains, convertir les Juifs au christianisme signalerait un déficit d'ouverture à l'altérité, pour les évangéliques, au contraire, proposer l'offre de salut chrétien aux Juifs revient à leur témoigner la plus grande marque d'amour possible, à savoir l'exigence morale de partager le meilleur, que les protestants évangéliques identifient à Jésus-Christ. Cette offre suscite, naturellement, la réserve des partenaires juifs. En Israël, les manifestations de sympathie exprimées par les sionistes évangéliques font parfois froncer les sourcils[156]. Elles rappellent, à tort ou à raison, de

152. Fédération protestante de France (collectif), *Déclaration fraternelle du protestantisme au judaïsme (1517-2017)*, Paris, 2017.

153. À ne pas confondre avec le CNEF, Centre national des étudiants francophones en Israël, fondé en 1987.

154. Marie Malzac, « Les évangéliques veulent manifester leur solidarité aux juifs », *La Croix*, 9 octobre 2018.

155. Voir par exemple le texte très engagé de Jean Baubérot, *Le tort d'exister, des Juifs aux Palestiniens*, Bordeaux, Ducros éditeurs, 1967. Plus récemment, lire Florence Taubman, « Juifs et protestants entre affinités et difficultés », 2010, site https://www.ajcf.fr/. Pour une mise en perspective, voir Jean-Charles Tenreiro, sous dir., *Juifs et protestants, une fraternité exigeante*, Paris, Olivetan, 2015.

156. Voir l'affaire de God TV, une télévision satellite évangélique basée au Royaume-Uni, dont la licence d'exploitation a été révoquée par les autorités compétentes en Israël pour cause de prosélytisme (juin 2020).

mauvais souvenirs, au temps où un christianisme envahissant tentait d'effacer la différence juive via un prosélytisme pesant. Mais l'offre de conversion évangélique aujourd'hui n'induit pas nécessairement de rupture, ni avec la culture juive, ni avec nombre de prescriptions de la Torah, comme l'illustre le sillage du mouvement chrétien évangélique Juifs pour Jésus, implanté en France et dans le monde[157].

La seconde cause du philosémitisme évangélique français tient au rôle joué par la théologie dispensationaliste. Initialement mise en avant au XIXe siècle au sein d'une partie du protestantisme évangélique britannique (impact de John Nelson Darby) puis états-unien, cette théologie aujourd'hui influente défend l'idée que Dieu n'a pas abandonné tout dessein spécifique à l'égard d'Israël en tant que peuple, nation, pays, et qu'à la fin des temps, Israël sera l'objet d'un rétablissement, dont beaucoup de dispensationalistes voient la réalisation dans la création de l'État d'Israël, le 14 mai 1948. Cette sensibilité théologique voit ainsi, dans le destin contemporain du peuple juif et d'Israël en particulier, une œuvre divine. Particulièrement répandue aux États-Unis[158], elle s'est acclimatée en France dans certains cercles[159]. Via les milieux d'Églises de frères[160] (larges ou stricts), certains milieux baptistes[161], certains milieux

157. Frank La Barbe, « Par-delà christianisme et judaïsme ? Le mouvement "Juifs pour Jésus" », in Bruno Bethouart et Pierre-Yves Kirchleger, sous dir., *Juifs et chrétiens à travers l'histoire, entre conflits et filiations*, actes de la 19e université d'été du Carrefour d'Histoire Religieuse, Cahiers du Littoral, n° 2, 2010, p. 217-248.

158. Célia Belin, *Jésus est juif en Amérique : droite évangélique et lobbies chrétiens pro-Israël*, Paris, Fayard, 2011 (sur l'arrière-plan dispensationaliste évangélique états-unien).

159. À suivre, la thèse de doctorat en cours de David Vincent, « L'histoire du dispensationalisme et de son influence au sein du protestantisme européen francophone », thèse EPHE sous la direction de Patrick Cabanel.

160. Sylvain Aharonian, *Les frères larges en France métropolitaine, Socio-histoire d'un mouvement évangélique de 1850 à 2010*, Paris, Cerf, 2017.

161. Madeleine Blocher-Saillens, *Quelle heure est-il à l'horloge d'Israël ?*, Paris, Les Bons Semeurs, 1957.

pentecôtistes, des évangéliques français ont été influencés par cette lecture dispensationaliste encouragée aussi par la vague missionnaire américaine déployée en France après 1945[162]. Ces évangéliques voient aujourd'hui la présence juive en France à la lumière des prophéties qui touchent Israël. Cette influence dispensationaliste a été pointée en 2018 par le pasteur Étienne Lhermenault, alors président du Conseil national des évangéliques de France (CNEF). Interrogé par Marie Malzac, il fait observer que « pour une partie des évangéliques français, le peuple juif n'a pas d'importance particulière dans leur vie de foi. Mais pour une frange considérable d'entre eux, le philosémitisme est très prononcé, d'où cet engagement sur ces questions délicates. »... Étienne Lhermenault ajoute : « Globalement, ce sont les mêmes ressorts en France et aux États-Unis. Ce sentiment s'appuie notamment sur une lecture biblique dispensationaliste, qui accorde au peuple d'Israël une place fondamentale et toujours en vigueur dans le plan de Dieu[163]. »

Une troisième cause du philosémitisme tendanciel repéré aujourd'hui au sein du million de protestants évangéliques français est un sionisme francophone d'expression africaine. Dans les Églises locales qui le véhiculent, il n'est pas rare qu'on découvre une *menorah* (chandelier à sept branches), une étoile de David, qu'on prie pour Israël, la sécurité du peuple juif, qu'on recourt au châle de prière, qu'on organise des voyages en Israël, Bible en main... Et qu'on invoque la faveur de l'Éternel sur les descendants d'Abraham, d'Isaac et de Jacob. Ce sionisme philosémite ne fonctionne pas en vase clos. Il a des liens avec le sionisme chrétien d'expression anglo-saxonne. Mais il développe aussi ses spécificités, ancrées dans le contexte africain, voire caribéen. Prosélytes et volontiers prophétiques, les Églises évangéliques multiculturelles nourries par l'immigration subsaharienne francophone et les Caraïbes ont connu, en France, un développement considérable depuis le début

162. R. Alex Neff, *Évangéliques en réseau. Trajectoires identitaires entre la France et les États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 2016.

163. Étienne Lhermenault, cité par Marie Malzac, *op. cit.*

des années 1980[164]. Elles s'inscrivent dans les territoires circulatoires de la francophonie, au sein desquels de multiples héritages africains se recyclent et se transmettent. Parmi eux, l'histoire complexe, en partie mythifiée, des Juifs d'Afrique, et du rôle particulier de l'Éthiopie[165].

La réactualisation postcoloniale du récit émancipateur de la Sortie d'Égypte sous la conduite de Moïse et Aaron revêt également un écho particulier dans la francophonie évangélique afro-caribéenne. Ce récit est naturellement fondateur du peuple juif, mais il nourrit aussi un nouveau messianisme prophétique afrocentré qui joue à différents niveaux.

On retrouve d'abord la thématique partagée de la libération de l'esclavage. Sortir d'Égypte, c'est aussi se libérer de l'oppression, de l'esclavage, thème qui trouve une résonnance très profonde dans un continent marqué par la double tragédie de la Traite transatlantique des esclaves et de la Traite arabe, qui ont conduit environ 20 millions d'êtres humains à la servitude (en additionnant les traites). La force surpuissante du récit de libération du peuple hébreu, portée par la Bible et par les chants du Gospel, dessine un espace symbolique partagé, où le chrétien africain d'aujourd'hui rejoint, comme dans un fondu enchaîné, le fugitif hébreu des récits de l'Exode dans une même odyssée d'émancipation.

Un second thème partagé est celui de la Terre promise. Cette terre, c'est Israël, dans l'imaginaire des Juifs. Pour les migrants chrétiens venus des Congos, de Côte d'Ivoire, du Cameroun

164. Sur la sociogenèse des Églises évangéliques d'expression africaine en France, lire Majagira Bulangalire, « Religions et intégration à la société française dans la période actuelle », thèse de doctorat Paris IV Sorbonne, 1991.

165. Édith Bruder, *Black Jews. Les Juifs Noirs d'Afrique et le Mythe des Tribus Perdues*, Paris, Albin Michel, 2014. Lire aussi Aurélien Gampiot Mokoko, « Les Juifs africains et antillais en région parisienne », in Fatiha Kaoues, Chrystal Vanel, Vincent Vilmain, Aurélien Fauches, *Religions et frontières*, Paris, CNRS éditions, 2012.

ou du Gabon, c'est l'Europe sécularisée et impie, continent à investir au nom d'une espérance nouvelle[166].

Enfin, l'expérience prophétique de la libération rapproche aussi les imaginaires juif et chrétien d'expression africaine. Que ce soit Moïse ou Jésus, « le libérateur vient libérer, ce qui implique que les esclaves aient été préparés à l'accueillir[167] ». La plupart des métaphores employées par les chorales du Gospel francophone sont transitives dans l'univers du judaïsme, alors qu'elles peuvent échapper à beaucoup d'autres auditeurs. Lorsque Alexia Rabé interprète « Assis au bord de l'eau[168] », évoque son « âme qui se languit de Toi », avant d'ouvrir sur la libération acquise par la Grâce de Dieu, on pense au *Psaume 131, verset 1*, où le psalmiste décrit un peuple juif en exil assis près des eaux, à Babylone, le cœur lourd[169]. Ce Gospel francophone[170] peut constituer un véhicule de ce philosémitisme nourri de références à l'Ancien Testament / Torah.

* * *

Conclure sur les reconfigurations contemporaines de l'antisémitisme, c'est faire le double bilan d'une perte d'illusion, et d'une espérance nouvelle. L'illusion d'un « Progrès » de la tolérance, sur les ruines de la Guerre de la Shoah, s'est effondrée. La « linéarité des trajectoires historiques », vers un horizon radieux, n'est pas acquise[171]. Non, l'antisémitisme n'est pas mort. Bien au contraire, il s'est renouvelé, renforcé par une nouvelle judéophobie solidement ancrée dans la société. Mais le pire n'est pas sûr. « La France sans les Juifs ? », s'interroge Danny Trom… L'historien n'est pas prophète. Les dynamiques récentes invitent à la vigilance, mais signalent aussi de nouveaux contrepoids à l'intolérance. Aux entrepreneurs de haine répondent des dispositifs laïques et sociétaux ajustés. De nouveaux acteurs, comme le réseau Coexister, montent au créneau et sensibilisent la jeunesse. L'exemple des afrocultures francophones donne un aperçu décalé, et éclairant, de ces recompositions. Face aux manipulations identitaires postcoloniales tentées, à l'image de Dieudonné[172], de pointer un doigt accusateur obsessionnel sur Israël, le sionisme ou le « lobby juif » » le Gospel francophone opère une conversion du regard au sein des diasporas afro-antillaises évangéliques de France – et de publics bien plus larges –. Rappelant à toutes et à tous que le « Système » oppresseur, c'est Pharaon, ce n'est pas Moïse.

166. Sandra Fancello et André Mary, sous dir., *Chrétiens africains en Europe. Prophétismes, pentecôtismes et politique des nations*, Paris, Khartala, 2010.

167. Armand Abécassis, *« En vérité je vous le dis ». Une lecture juive des Évangiles*, Paris, Éditions n° 1, 1999, p. 279.

168. Alexia Rabé, *Assis au bord de l'eau,* album « Qui est ce Dieu ? » (2014).

169. « Sur les bords des fleuves de Babylone, Nous étions assis et nous pleurions, en nous souvenant de Sion » (Bible, *Psaume 137.1*, traduction Louis Segond).

170. Sébastien Fath, *Gospel et francophonie. Une alliance sans frontière*, Tharaux, Empreinte Temps Présent, 2016. Voir aussi Sébastien Fath, « Protestantismes évangéliques et musique Gospel : la construction d'une afroculture pro-Israélienne », in Patrick Cabanel, « Juifs et protestants, cinq siècles de relations en Europe », actes du colloque du MAHJ, 2017 (à paraître).

171. Philippe Portier, *L'État et les religions en France*, *op. cit.*, p. 311.

172. Claude Askolovitch, « De la cause noire à la haine des juifs. Dieudonné : Enquête sur un antisémite », *Le Nouvel Observateur*, 24 février 2005.